



Cahier du Congrès des 26 et 27 avril 2014 de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

Version finale

Lieu

Centre Horizon
801 4ème Rue
Québec

Frais de participation

A confirmer.

Hébergement

Centre social du Conseil régional de la FTQ
5000 des Gradins, à Québec

Transport

Organisé par l'AGEBdeB,
Détail sur réservation, contactez :

permanence@age.bdeb.qc.ca

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ :

2065, Parthenais
Montréal, Québec H2K 3T1
Tel : 514-390-0110
Fax : 514-390-8415
www.asse-solidarite.qc.ca

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	6
Textes de réflexion.....	7
Passer à l'offensive pour la gratuité scolaire.....	7
Remettre le syndicalisme au centre de la lutte.....	18
Des services publics à la solidarité.....	21
Pour une grève offensive!	26
Rapport de la fin de semaine de réflexion sur la diversité sexuelle, de genre et d'affectivité.....	29
Lettres de candidature - Comités.....	34
Comité de mobilisation.....	34
Candidature de Benjamin Gingras pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ.....	34
Candidature de Marc Boulanger pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ.....	35
Candidature de Jean-François Proulx pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ.....	36
Candidature de Thierry Beauvais Gentile pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ.....	37
Candidature de Fabrice Forest pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ.....	38
Comité journal.....	39
Candidature de Emanuel Guay pour le Comité journal de l'ASSÉ.....	39
Candidature de Gabrielle Bellemare pour le Comité journal de l'ASSÉ.....	40
Candidature d'Émilie Gagné pour le Comité journal de l'ASSÉ.....	41
Candidature d'Élizabeth Meunier pour le Comité journal de l'ASSÉ.....	42
Comité femmes.....	43
Candidature de Aleksandra Pelletier pour le Comité femmes de l'ASSÉ.....	43
Candidature de Myriam Leduc pour le Comité femmes de l'ASSÉ.....	44
Candidature de Jeanne Reynolds pour le Comité femmes de l'ASSÉ.....	45
Candidature de Kelly Desruelle pour le Comité Femmes de l'ASSÉ.....	46
Comité aux luttes sociales.....	47
Candidature de Dominique Boisvert pour le Comité aux luttes sociales.....	47
Candidature de Alex Ferraz pour le Comité aux luttes sociales de l'ASSÉ.....	48
Candidature de Nathaniel Oliveri-Pilote pour le Comité aux luttes sociales de l'ASSÉ.....	50
Candidature d'Hadrien Daignault-Roy pour le Comité aux luttes sociales de l'ASSÉ.....	51
Comité à la recherche et aux affaires académiques.....	52
Candidature de Samuel-Élie Lesage pour le Comité à la recherche et aux affaires académiques de l'ASSÉ.....	52
Candidature de Hind Fazazi pour le Comité à la recherche et aux affaires académiques de l'ASSÉ.....	53
Candidature de Dominique Leblanc pour le Comité à la recherche et aux affaires académiques de l'ASSÉ.....	54

Candidature de Jean-Daniel Goulet pour le Comité à la recherche et aux affaires académiques de l'ASSÉ.....	55
Comité information	56
Candidature de François Desroches pour le Comité information de l'ASSÉ.....	56
Comité légal	57
Candidature de Louis Chartrand pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	57
Candidature de Kevin Paul pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	58
Candidature de Richard-Alexandre Laniel pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	59
Candidature de Lynda Khelil pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	60
Candidature de Jessica Leblanc pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	61
Candidature de Delphine Labrecque-Synnott pour le Comité légal de l'ASSÉ.....	62
Comité ad hoc sur la gratuité scolaire.....	63
Candidature de Nadia Lafrenière pour le Comité ad hoc sur la gratuité scolaire.....	63
Candidature d'Émile Duchesne pour le Comité ad hoc sur la gratuité scolaire.....	64
Comité de formation.....	65
Candidature de Justin Arcand pour le Comité de formation de l'ASSÉ.....	65
Candidature de Rosalie Rose pour le Comité de formation de l'ASSÉ.....	66
Candidature de Charles Berthelet pour le Comité de formation de l'ASSÉ.....	67
Candidature de Philippe Lapointe pour le Comité de formation de l'ASSÉ.....	68
Lettres de candidature – Conseil exécutif.....	69
Secrétaire à la coordination.....	69
Candidature de Marie-Pier Lauzon au poste de Secrétaire à la coordination de l'ASSÉ.....	69
Secrétaire aux relations externes.....	70
Candidature de Emmanuelle Arcand au poste de Secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ.....	70
Secrétaire aux finances.....	71
Candidature de David Therrien-Brongo au poste de Secrétaire aux finances de l'ASSÉ.....	71
Secrétaire aux relations internes.....	72
Candidature de Virginie Mikaelian au poste de Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ	72
Candidature de Camille Godbout au poste de Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ.....	73
Secrétaire aux affaires académiques.....	74
Candidature de Jean-Michel Savard au poste de Secrétaire aux affaires académiques de l'ASSÉ	74
Secrétaire aux communications.....	75
Candidature de Carolane Sauvé Tétréault au poste de Secrétaire au communications de l'ASSÉ.	75
Lettres de candidature – Conseil central.....	77
Secrétaire général.....	77
Candidature de Delphine Labrecque-Synnott au poste de Secrétaire général du Conseil central de l'ASSÉ.....	77
Propositions.....	78
0.0 Ouverture	78
1.0 Procédures.....	78

1.1 Praesidium.....	78
1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour.....	78
1.3 Adoption du procès-verbal.....	78
2.0 Accueil des nouveaux membres.....	78
3.0 Bilan.....	78
4.0 Congrès d'orientation.....	79
5.0 Revendications.....	79
6.0 Campagne annuelle 2014-2015.....	82
7.0 Plan d'action.....	84
8.0 Femmes.....	86
9.0 Élections.....	86
10.0 Finances.....	87
11.0 Avis de motion.....	88
10.1 Dépôt.....	88
10.2 Traitement.....	90
11.0 Varia.....	93
12.0 Levée.....	93
Propositions mises en dépôt au dernier congrès.....	94
Annexe 1 : Prévision budgétaire 2014-2015.....	95

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Adoption du procès-verbal

2.0 Accueil des nouveaux membres

3.0 Bilan

4.0 Congrès d'orientation

5.0 Revendications

6.0 Campagne annuelle 2012-2015

7.0 Plan d'action

8.0 Femmes

9.0 Élections

10.0 Finances

11.0 Avis de motion

11.1 Dépôt

11.2 Traitement

12.0 Varia

13.0 Levée

Passer à l'offensive pour la gratuité scolaire

Rédaction: Lazlo Bonin

Révision et appuis: Nadia Lafrenière, Benjamin Gingras,
Delphine Labrecque-Synnott, Justin Arcand, Carolane Sauvé
Tétreault, Virginie Mikaëlian

Remerciements particuliers à tous ceux et toutes celles qui ont pris le temps de débattre, de proposer, de critiquer et ainsi de forger cette idée de campagne.

*Les liberté ne se donnent pas, elles se prennent
- Pierre Kropotkine*

INTRODUCTION

Ce texte de réflexion vise à promouvoir l'idée d'une campagne à moyen terme de l'ASSÉ visant l'obtention graduelle de la gratuité scolaire au Québec. Ses auteur-e-s croient qu'il est temps pour notre organisation d'entamer cette lutte pour une multitude de raisons. Premièrement, nous croyons qu'il faut passer de la parole aux actes quant à la réalisation de notre premier principe fondateur. Deuxièmement, nous croyons qu'il est primordial de lancer une offensive afin d'obtenir des gains sociaux plutôt que d'uniquement tenter de défendre nos acquis. Troisièmement, nous croyons que l'ASSÉ a atteint une force suffisante pour permettre la réussite d'une telle campagne, bien qu'ambitieuse. Finalement, nous croyons qu'avec un échéancier et une préparation réaliste, il est possible de se doter du temps et des moyens pour mener à terme cette lutte d'envergure.

Une telle lutte pourrait s'entamer par une proposition comme la suivante en Congrès annuel. Les spécificités de la formulation seront expliquées au fil du texte. Évidemment, il s'agit d'un barème qui peut être modifié au besoin.

Que l'ASSÉ entame une campagne sur 4 ans visant la réduction progressive des frais de scolarité jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.

Que la première année de cette campagne soit dédiée à la préparation des plans de mobilisation, de la recherche et du matériel d'information, tout en menant une campagne annuelle parallèle. Qu'un comité ad hoc soit formé à cet effet.

Que les trois années successives constituent une escalade de moyens de pression visant une grève générale illimitée à terme.

Nous espérons que vous partagerez notre enthousiasme et notre désir de mener, une fois pour toutes, cette lutte pour la gratuité scolaire au Québec. Nous demeurons disponibles pour répondre à toute question et à toute critique que ce texte peut entraîner.

METTRE EN APPLICATION NOS REVENDICATIONS

À la fondation de l'ASSÉ en 2001, les associations présentes se sont dotées d'une liste de principes fondamentaux sous lesquels se regrouper. Depuis, des dizaines d'associations qui rejoignaient ces valeurs se sont greffées à l'ASSÉ pour ajouter leurs voix dans le but de concrétiser ces idéaux de société. Le premier de ces principes est le suivant:

- 1. pour une éducation publique, gratuite, laïque, de qualité, accessible et non-discriminatoire*
;

L'ASSÉ a toujours véhiculé, dans son discours comme dans ses actions politiques, la mise en place d'un système d'éducation correspondant à cet idéal, de la maternelle à l'université. Au fil des années, elle est devenue l'acteur représentant *de facto* la gratuité scolaire sur la scène politique provinciale. Pourtant, dans toute son histoire, en raison de la conjoncture politique et de sa volonté d'élargir la lutte par-delà les enjeux étudiants, l'ASSÉ n'a tenté qu'une seule fois une mobilisation de masse pour la gratuité scolaire, en 2007, qui a malheureusement échoué.

Depuis, avec la grève historique de 2012, l'ASSÉ a d'autant plus renforcé sa pertinence politique sur les enjeux de l'éducation aux yeux de la population et sur la place publique. Plus que n'importe quelle organisation sociale au Québec, l'ASSÉ s'impose comme la défenseuse d'une vision humaniste et universelle de l'éducation. Nous croyons qu'il est aujourd'hui temps de passer, à nouveau et espérons-le, pour de bon, de la parole aux actes et revendiquer haut et fort, jusqu'à l'atteindre, la gratuité scolaire.

Une lutte unificatrice

Nous croyons que la lutte pour la gratuité scolaire sera une lutte unificatrice, mobilisatrice, à laquelle une forte proportion des militants et militantes sur les campus souhaiteront prendre part. De nos expériences sur les campus avant, pendant et après la dernière grève étudiante, nous pouvons constater que la gratuité scolaire demeure en permanence un sujet qui suscite un vif intérêt et pour lequel plusieurs n'attendent qu'une étincelle pour commencer la lutte.

Cet intérêt soutenu et partagé s'explique par différentes raisons. D'abord, évidemment, il s'agit d'un enjeu qui touche les conditions de vie matérielles de tous les étudiants et toutes les étudiantes. Ensuite, une grande frange de la population, non seulement étudiante, reconnaît les bienfaits d'une éducation gratuite par-delà le simple argument économique, en cela qu'elle incarne une vision de la société plus émancipée, éduquée et généralement plus libre. Ce constat ne date pas d'hier: historiquement, les premières revendications pour une gratuité scolaire complète datent des années 60, à une époque où même les Libéraux supportaient l'idée.

Critique: le corporatisme étudiant

Une critique qui est parfois formulée par rapport à une campagne centrée sur la gratuité scolaire est celle du prétendu corporatisme étudiant. Selon cette critique, un mouvement étudiant qui ne lutte que pour l'abolition de ses frais de scolarité ne défendrait que son propre intérêt, ou dans le cas de l'ASSÉ, que l'intérêt de ses membres. Nous croyons que cette critique est infondée et réductrice.

Premièrement, au niveau organisationnel, si l'ASSÉ décidait de mener une lutte pour la gratuité scolaire, ce serait pour l'ensemble des étudiants et étudiantes du Québec, y compris ceux et celles qui proviennent de l'international. Évidemment, l'ASSÉ ne revendiquera jamais des avancées sociales si elles ne sont que pour ses membres. Car c'est bien là la définition du corporatisme, qu'il importe parfois de rappeler pour constater qu'on s'en éloigne fondamentalement : « défense exclusive des intérêts particuliers d'une catégorie de personnes » (Larousse).

Deuxièmement, la gratuité scolaire dépasse le simple intérêt personnel pécunier des étudiants et étudiantes. La grève de 2012 a su démontrer que, contrairement à ce que prétendaient les critiques vicieuses des chroniqueurs et chroniqueuses des grands médias, le mouvement étudiant est prêt à lutter pour les générations futures, ainsi que pour une société plus égalitaire et émancipée dans son ensemble. Après tout, les personnes qui luttaient contre la hausse des frais du gouvernement Charest n'en auraient pas nécessairement été les plus affecté-e-s, et par-delà cette simple optique temporelle, nombreuses étaient celles qui s'opposaient à la vision marchande de la société que la hausse véhiculait, et non seulement son impact sur leur portefeuille. Rappelons aussi que le mouvement de 2012 fut une lutte populaire: nombreuses furent les manifestations où des dizaines de milliers de personnes non étudiantes marchaient à nos côtés pour s'opposer à toutes les implications sociales d'une éducation marchande.

Troisièmement et finalement, il faut reconnaître que nous sommes le seul véhicule social, la seule organisation qui milite activement pour la gratuité scolaire. On peut à cet effet remettre en perspective la critique du corporatisme avec des analogies : accuserait-on le FRAPRU, par exemple, d'être corporatiste en luttant pour les intérêts des locataires? Il est normal qu'un regroupement étudiant milite pour le progrès social en éducation. Qui plus est, si l'ASSÉ n'entame pas cette lutte, tout porte à croire que nous n'obtiendrons jamais la gratuité scolaire. Ne nous attendons pas à ce qu'un parti, même progressiste, nous fasse un quelconque cadeau. L'expérience a montré que les acquis sociaux se gagnent à l'arraché à la classe politique dominante. Comme titrait la CSN dans son manifeste de 1971, « ne comptons que sur nos propres moyens ».

Critique: la priorisation des luttes

Une autre critique parfois formulée est celle de la priorisation des luttes, comme quoi notre organisation ne devrait mettre davantage de l'avant des enjeux étudiants plutôt que, par exemple, les luttes des travailleuses et travailleurs, des femmes, des personnes précaires, des personnes racisées, etc. Sans réitérer les arguments de la précédente section, nous croyons qu'il est légitime pour une organisation étudiante d'être le principal porte-voix de revendications en éducation.

Cela dit, plusieurs autres facettes de notre mode d'organisation contredisent la prétendue priorisation des luttes.

D'une part, l'ASSÉ opère dans une optique d'intersectionnalité, en reconnaissance que toutes les luttes des classes opprimées sont liées. L'exemple le plus flagrant est l'intégration du féminisme dans toutes les campagnes de l'ASSÉ et dans sa structure même. Que ce soit dans la campagne contre la hausse en 2012, pour la gratuité scolaire en 2013 ou contre l'austérité en 2014, les discours véhiculés incluaient toujours des pans féministes bien ancrés, et nous croyons que de continuer en ce sens est une nécessité dans une éventuelle lutte pour l'obtention de la gratuité scolaire.

D'autre part, l'ASSÉ a démontré à maintes reprises sa capacité d'élargir la lutte à l'ensemble de la société. Que ce soit dans les premières campagnes à sa fondation contre la ZLÉA, ou plus récemment contre les mesures d'austérité, notre organisation a su faire preuve de sa volonté et de sa capacité à collaborer avec les luttes sociales autres qu'étudiantes. Cependant, nous croyons que dans le paysage politique à venir, notamment avec la renégociation des conventions collectives du secteur public en 2015, l'ASSÉ devra jouer un rôle d'appui et de solidarité plutôt que de s'ingérer dans l'orientation de la lutte des travailleurs et des travailleuses. En ce sens, tout comme les mouvements communautaires, syndicaux et féministes ont su nous appuyer par le passé en menant leurs propres luttes, nous croyons qu'il est possible de faire de même à leur égard tout en menant une campagne sur la gratuité scolaire.

Somme toute, nous croyons qu'il est légitime pour l'ASSÉ de mener une lutte pour la gratuité scolaire sans pour autant donner dans le corporatisme ou négliger nos autres principes et revendications. Affirmons-nous comme défenseurs actifs d'une éducation émancipatrice, et ce tout en demeurant solidaire des luttes sociales qui nous sont chères.

PASSER DE LA DÉFENSIVE À L'OFFENSIVE

Chercher les gains plutôt que défendre des acquis

Depuis la fin de la Révolution tranquille, les mouvements sociaux ont souvent adopté une posture plus défensive qu'offensive. Après des gains significatifs dans les années soixante, des attaques incessantes de la droite sur nos acquis nous ont contraint de dédier nos efforts à tenter de les préserver. Malheureusement, cette posture nous offre, dans le meilleur des cas, une préservation de nos conditions matérielles, et dans le pire, une détérioration significative.

L'ASSÉ n'échappe pas à ce constat: bien que nos luttes aient souvent porté fruit, elles ont dû se consacrer à l'opposition à des attaques comme le libre-échange, les hausses de frais de scolarité, la privatisation et la marchandisation de l'enseignement, et les mesures d'austérité.

Nous croyons qu'il est temps de renverser la vapeur. Il est absolument impossible d'espérer des nouveaux gains sociaux, comme la gratuité scolaire, à moins de passer à l'offensive pour les atteindre. Comme nous citions en ouverture de ce texte: « Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. ». Et à cet égard, on ne pourra jamais le rappeler à outrance, seule la lutte paie.

Une rythme de campagne à réajuster

Une campagne offensive est fondamentalement différente d'une campagne défensive. Avec un objectif comme la gratuité scolaire, elle est même particulièrement ambitieuse. En ce sens, il est selon nous primordial de changer notre planification et notre rythme de campagne si l'on souhaite y arriver. Il serait naïf de croire que l'on peut mener pour la première fois une campagne offensive, qui par ailleurs est plus ambitieuse que toutes nos précédentes, sans modifier nos pratiques. Comme disait Einstein, « la folie, c'est se comporter de la même manière et espérer un résultat différent ».

En ce sens, nous proposons de faire cette campagne sur le moyen terme, soit 4 ans, ce qui serait la campagne de plus longue haleine de l'histoire de l'ASSÉ. Sur cet échancier, nous suggérons d'utiliser la première année comme préparation de tactiques de mobilisation, de recherche et de matériel d'information. Il s'agirait là d'une pratique entièrement nouvelle pour l'ASSÉ, mais qui est selon nous nécessaire à la consolidation d'une campagne plus forte qu'à l'habitude. Plus de détails sur les modalités de notre proposition, sur l'échancier et sur la préparation sont offerts dans la dernière section de ce texte.

Critique: la répétition d'une campagne

Certains et certaines noteront que la campagne de l'année 2012-2013 avait déjà comme sujet la gratuité scolaire, et n'a pourtant pas porté fruit. À cet égard, un rappel du contexte et de la visée de cette campagne s'impose.

Cette année était celle qui suivait la grève de 2012, grève qui s'était soldée par l'annulation de la hausse de 85% du Parti Libéral, l'élection du Parti Québécois, l'indexation des frais de scolarité et l'annonce d'un Sommet sur l'enseignement supérieur. L'objectif de la CLASSE, soit le gel des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire, n'ayant pas été entièrement atteint, il semblait dès lors essentiel de promouvoir la gratuité scolaire comme alternative émancipatrice à la vision marchande de l'éducation que le PQ véhiculait à travers l'indexation.

N'étant pas encore positionné quant à sa (non-)participation au Sommet, le Congrès a toutefois jugé que peu importe la courroie de transmission, ce contre-discours était primordial. Une escalade des moyens de pression, tout juste après une mobilisation de 8 mois, n'était pas sérieusement envisageable, et c'est pourquoi cette campagne s'est essentiellement concrétisée par une présence publique en marge du sommet et critique du PQ et de la marchandisation.

Soyons clair: loin de nous l'idée d'être réducteurs et réductrices à l'égard de la campagne sur la gratuité scolaire de 2012-2013. Elle fut une réussite dans l'articulation forte d'arguments pour la gratuité pour les campus et pour la population, et elle permit à l'ASSÉ de garder sa pertinence politique au niveau de l'éducation malgré le mépris du parti au pouvoir. En ce sens, on peut affirmer qu'elle a atteint ses objectifs. Nous saluons le travail de l'équipe nationale pendant cette période, tout en croyant qu'il est temps de ramener cette campagne sous les projecteurs, cette fois avec une perspective concrète d'escalade de moyens de pression et ultimement de gain de cause.

UTILISER LA FORCE DE NOTRE ORGANISATION

Si nous ne croyions pas que l'ASSÉ était forte en termes d'organisation militante, nous ne proposerions pas cette campagne. Or, on constate qu'en 2014, notre organisation a non seulement bénéficié de toute la mobilisation et toute la couverture de la grève de 2012, mais elle a également su consolider ses bases et préserver des pratiques combatives. Nous croyons même que l'ASSÉ approche de ce que l'on pourrait appeler son 'apogée' politique, et que si attende il devait y avoir avant de lancer la campagne sur la gratuité scolaire, afin de s'assurer que l'organisation ait la force de la mener à terme, le moment est désormais arrivé.

Cette section peut revêtir des airs de louanges à nous-mêmes à outrance; là n'est pas l'idée. Nous souhaitons effectivement affirmer que l'ASSÉ est une organisation forte, apte à mener la campagne que l'on propose, car il est nécessaire d'avoir cette certitude avant de l'entreprendre. Cependant, il y a évidemment toujours place à l'autocritique face à nos pratiques, et l'ASSÉ a su en faire preuve par le passé.

Une organisation solide et grandissante

Avant la grève de 2012, l'ASSÉ comptait environ 35 000 membres. Grâce au succès de la lutte contre la hausse des frais, plusieurs associations qui avaient temporairement rejoint la CLASSE ont choisi de rejoindre de manière permanente l'organisation, ce qui fait qu'on se retrouvait en 2013 avec 70 000 membres. Dans les deux dernières années, loin de s'essouffler ou de perdre sa base mobilisée, l'ASSÉ a grandi jusqu'à accueillir près de 80 000 membres dans une quarantaine d'associations étudiantes à travers la province.

Malgré cette croissance rapide, on observe que les associations membres ont des principes et des pratiques qui concordent avec ceux de l'ASSÉ, notamment en termes de démocratie directe, de syndicalisme de combat et de féminisme. Il est possible d'envisager une légère croissance dans les années à venir, mais nous nous approchons progressivement du nombre de membres 'plafond' de l'ASSÉ, soit les associations ayant des principes et pratiques concordantes avec les nôtres. En effet, l'ASSÉ a toujours refusé de collectionner des membres fantômes qui ne faisaient que payer des cotisations et qui ne s'impliquent pas dans les instances ou dans la mobilisation.

Somme toute, le constat est que notre organisation est en pleine forme, et que nos revendications suscitent l'intérêt d'une grande frange des étudiants et étudiantes du Québec, plus grande que ses fondateurs et fondatrices auraient sûrement pu imaginer. Considérant la taille qu'elle a en ce moment, et celle qu'elle pourrait avoir en élargissant à nouveau ses structures en temps de grève, l'ASSÉ serait largement capable de mener une GGI d'envergure dans les années à venir.

Des recherches étoffées et des pratiques éprouvées

Si l'ASSÉ souhaitait se lancer dans cette campagne, elle démarrerait sur des fondations solides en termes de recherche et de matériel d'information. Dans les dernières années, notamment lors de la campagne de 2012-2013, l'ASSÉ a su développer un argumentaire étoffé pour la gratuité scolaire et les enjeux qui s'y rattachent. On compte dans nos archives deux mémoires (2007, 2012), une multitude de pamphlets, d'*Acadégamiques*, d'articles de journaux dans l'*Ultimatum*,

d'affiches et de tracts, en plus d'un microsite pour argumenter en faveur de la gratuité scolaire. En parallèle, plusieurs groupes comme l'IRIS ou l'AFPC ont aussi produit du matériel de recherche et d'information en défense de la gratuité. L'idée ici n'est pas de dire qu'il n'y aurait pas davantage de travail de recherche ou de vulgarisation à réaliser; cela dit, dans l'ensemble, nous disposons d'une base de connaissances solide que l'on pourra perfectionner dans l'année de préparation suggérée.

De plus, s'il y a bien une chose dans laquelle l'ASSÉ est passée maître depuis sa fondation, c'est bien la mobilisation de masse. Encore aujourd'hui, nous sommes l'une des seules organisations au Canada capable de mobiliser des dizaines de milliers de personnes en l'espace de quelques mois sur un enjeu donné. Cette année, nous avons réussi à être 60 000 étudiants et étudiantes en grève pour un enjeu méconnu au Québec, soit celui de l'austérité. Avec un sujet plus proche du monde de l'éducation, et avec lequel les gens sont plus familiarisé-e-s, tout porte à croire que l'on pourrait arriver à une mobilisation de masse sur une plus longue période. Il y aurait lieu, bien sûr, d'apprendre des expériences de mouvements sociaux d'autres pays ayant tenté une campagne similaire à celle que l'on propose ici, de s'inspirer de leurs pratiques et de les intégrer aux nôtres. Il s'agit là d'une partie du travail de préparation qui pourrait se faire pendant la première année.

Un acteur politique et médiatique incontournable

Par-delà son nombre, sa documentation et sa force de mobilisation, qui sont tous des facteurs *internes* qui nous donne confiance en la capacité de l'ASSÉ, il faut également reconnaître que l'ASSÉ est désormais un acteur politique et médiatique incontournable en ce qui concerne l'éducation. En effet, la grève de 2012 a cimenté la pertinence d'une organisation comme la nôtre autant chez les groupes sociaux que dans les médias de masse et indépendants.

D'abord, encore aujourd'hui, lorsqu'une quelconque nouvelle survient dans le domaine de l'éducation, l'ASSÉ est immédiatement appelée à commenter dans les médias. Elle est interpellée pour parler de frais de scolarité, de gratuité scolaire, d'aide financière aux études, et même de sa vision plus globale de l'éducation supérieure. En ce sens, il est indéniable que dans l'éventualité d'une campagne sur la gratuité scolaire, l'ASSÉ profiterait d'une tribune privilégiée dans les médias indépendants et de masse pour partager ses revendications et rejoindre une plus grande part de la population. Nous nous abstenons ici de tenir le débat sur la pertinence ou non de la présence d'une organisation fonctionnant par syndicalisme de combat dans les médias de masse -- nous nous contenterons de dire que dans la mesure où ceux-ci furent utilisés dans le passé, l'ASSÉ serait en bonne position pour le faire à nouveau.

Ensuite, l'ASSÉ entretient de bonnes relations externes avec les groupes syndicaux, communautaires, féministes, autochtones et environnementaux, qui pourraient être des alliés potentiels dans une lutte pour la gratuité. L'ASSÉ est un membre actif depuis quatre ans déjà de la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics*, qui regroupe 85 groupes sociaux d'horizons divers, et elle a récemment réintégré la Table des partenaires universitaires, qui regroupe plusieurs acteurs du milieu. Qui plus est, en optant pour l'élargissement de la lutte par sa campagne sur l'austérité l'année dernière, elle a réussi à se rapprocher de plusieurs groupes sociaux, dont une dizaine qui ont appuyé la manifestation nationale du 3 avril et marché à ses côtés. Si l'ASSÉ continue à entretenir ces relations externes dans les prochaines années, elle

pourra sans doute compter sur l'appui d'une multitude d'alliés dans une campagne pour la gratuité scolaire.

Critique: les contrecoups d'un possible échec

Avec une campagne aussi importante et ambitieuse, voire potentiellement historique, il est sain de s'inquiéter des contrecoups que pourrait entraîner un échec sur l'organisation et sur l'état de la mobilisation en général. Effectivement, si l'on se remémore la campagne contre le dégel et pour la gratuité en 2007, l'échec avait entraîné une perte de motivation significative sur les campus.

Soyons francs : l'échec d'une telle campagne pourrait avoir des conséquences graves sur le mouvement étudiant; on ne le niera pas. Cependant, nous croyons qu'il ne faut pas laisser cette peur nous paralyser. Tout combat politique, toute lutte sociale implique la possibilité d'un échec. S'il fallait que cela décourage ses initiateurs et initiatrices, nous n'aurions jamais de gains sociaux. Il serait saugrenu, aujourd'hui, de tenter un calcul politique de nos chances de réussite; nous ne sommes pas devins, et la conjoncture politique aura la chance d'évoluer plus qu'on ne peut l'imaginer dans les quatre prochaines années.

Cela dit, comme l'a explicité cette section du texte, nous croyons que l'ASSÉ est prête à mener une telle lutte, et avoir des chances concrètes de gain de cause. Qui plus est, nous ne croyons pas que d'attendre une, deux, cinq ou dix années de plus augmentera significativement nos chances de réussite : la force de mobilisation dont l'ASSÉ est selon nous proche de son paroxysme. Ainsi, toutes choses considérées, nous croyons qu'il s'agit simplement d'une question de courage politique, et oui, nous avançons que le jeu en vaut la chandelle. Après tout, l'ASSÉ a été fondée avec comme premier principe la gratuité scolaire; il faut savoir reconnaître le jour où ce combat doit être mené, et nous croyons qu'il est arrivé.

SE DONNER LE TEMPS ET LES MOYENS

Si l'on décide de mener une campagne sur la gratuité scolaire, il est selon nous capital de se donner un avantage en termes de préparation. Comme nous l'avons écrit plus haut, cette campagne est plus ambitieuse qu'aucune autre entreprise par l'ASSÉ auparavant, et il serait trop optimiste de croire qu'elle puisse être menée à terme sans même tenter d'améliorer nos pratiques, aussi éprouvées soient-elles.

Nous proposerons ici une division de l'échéancier à moyen terme qui pourrait, à notre avis, être un bon juste milieu entre préparation et escalade des moyens de pression sur le terrain. Rappelons la proposition du début de ce texte:

Que l'ASSÉ entame une campagne sur 4 ans visant la réduction progressive des frais de scolarité jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.

Que la première année de cette campagne soit dédiée à la préparation des plans de mobilisation, de la recherche et du matériel d'information, tout en menant une campagne annuelle parallèle. Qu'un comité ad hoc soit formé à cet effet.

Que les trois années successives constituent une escalade de moyens de pression visant une grève générale illimitée à terme.

Un échéancier réaliste et opportun

Nous croyons qu'une campagne sur la gratuité scolaire devrait débuter pendant l'année scolaire 2014-2015, comprendre une année de préparation et trois années d'escalade de moyens de pression, pour ainsi viser une GGI dans les environs de 2018-2019.

L'une des contraintes de la tentative de grève en 2007 fut la précipitation de la campagne. En effet, devant lutter contre le dégel tout en revendiquant la gratuité scolaire, le mouvement s'est vu imposer un échéancier au-delà de ses capacités de mobilisation. Un peu plus d'une année ne fut pas et ne sera pas suffisante pour monter un mouvement de masse et un rapport de force significatif. Avec quatre ans, dont un de préparation, nous croyons que la tâche devient réalisable.

Fait à considérer, dans l'analyse du contexte politique du moment, avec un gouvernement libéral majoritaire pour les quatre prochaines années, la fin de mandat concorderait avec la période proposée de GGI, ce qui s'avère un couteau à double tranchant. D'une part, les grèves en fin de mandat imposent plus de pression, mais de l'autre, elles ouvrent la porte à une possibilité de récupération par le processus électoral, comme en 2012. Il pourrait ainsi être bénéfique de viser 3 ou 5 ans plutôt que 4.

Or, avec les expériences passées de l'ASSÉ, nous estimons qu'une escalade de moyens de pression vers une GGI doit se faire sur 2 à 3 ans. Nous suggérons cette dernière option par prudence; mieux vaut prendre son temps pour consolider des bases fortes que de sauter trop rapidement à une grève qui risque de s'essouffler. Cette escalade pourrait s'inspirer fortement de celle de 2010 à 2012, et regrouper de la pétition aux actions de perturbation en passant par des manifestations régionales et nationales, des actions symboliques ou même des grèves d'une journée.

Un comité *ad hoc* de préparation

La nouveauté provient donc dans la proposition d'une année de préparation qui précéderait cette escalade. Pourquoi prendre une telle année? Nous sommes d'avis qu'elle permettra de mettre sur pied une campagne beaucoup plus solide qu'à l'habitude. En effet, l'ASSÉ prépare habituellement sa recherche, ses plans de mobilisation et son matériel d'information dans l'été qui précède le début de l'année scolaire. Bien que fonctionnelle pour une campagne annuelle standard, nous croyons que cette approche ne sera pas ici suffisante pour véhiculer le discours étoffé qu'il faudra utiliser pour convaincre toute une province.

Notre suggestion est donc de créer un comité *ad hoc* d'une durée de vie d'un an, du 1er juin 2014 au 1er juin 2015, dont la mission serait en trois temps: préparer 1) la recherche, 2) le matériel d'information et 3) des stratégies de mobilisation (en s'inspirant de mouvements sociaux ailleurs dans le monde ayant mené une lutte similaire) pour la campagne. Ce comité serait ouvert à toute personne intéressée, selon les procédures d'élection des comités *ad hoc* à l'ASSÉ.

Instinctivement, on peut se demander pourquoi créer un comité séparé plutôt que de reléguer ces tâches aux comités de recherche, d'information et de mobilisation. Or, toute personne ayant déjà

milité sur ces comités sait qu'il est déjà particulièrement ardu de répondre à la demande pour la campagne annuelle en cours. Il serait donc absurde de les surcharger en ajoutant à leur liste de tâches la préparation d'une deuxième campagne. Cela dit, une fois passée l'année de préparation, ces comités reprendraient en main ces différents aspects de la campagne, pouvant désormais s'y consacrer entièrement.

Continuer les luttes dans l'immédiat

Parallèlement, on peut se demander pourquoi ne pas simplement n'avoir aucune campagne annuelle en 2014-2015, et consacrer l'année à la préparation de la gratuité scolaire, ou bien pourquoi ne pas commencer dès maintenant et étirer l'escalade sur 4 ans. Réfutons d'ores et déjà la première option, qui laisserait des campus déserts, sous-mobilisés et loin d'être prêts pour entamer une telle campagne en 2015-2016. Quant à la deuxième option, nous croyons tout simplement que quatre ans d'escalade sont un trop grand étirement de campagne. Nous anticipons que les étudiants et étudiantes s'impatianteraient de maintenir perpétuellement un discours théorique et de mener des actions isolées dans l'attente très éloignée d'une réelle offensive.

C'est pourquoi, dans l'année qui approche, nous proposons de mener une campagne annuelle traditionnelle, d'une durée d'un an, avec son propre discours, son propre argumentaire et sa propre escalade. Plusieurs propositions se font déjà entendre à travers les branches, sur lesquelles nous ne nous pencherons pas davantage: une campagne sur les services sociaux (qui sera d'ailleurs suggérée dans un texte de réflexion du Conseil exécutif), plus de support aux associations locales, une campagne entièrement féministe, un retour aux enjeux d'éducation, etc. Il peut être intéressant de continuer dans la lignée contre l'austérité initiée cette année, tout comme il pourrait être bénéfique de se rapprocher de l'éducation pour tenter une année de transition. Peu importe l'enjeu social sur lequel le congrès choisira de sensibiliser, l'important sera de consolider, de mobiliser et de radicaliser progressivement les campus.

Se doter des ressources matérielles

Une éventuelle campagne sur la gratuité scolaire sera particulièrement demandante au niveau financier pour notre organisation. Pendant la grève de 2012, nous avons réussi à survivre en grande partie grâce au grand nombre de dons effectués par des organisations et des individu-e-s. Il est selon nous peu prudent de se 'fier' aux dons pour assurer la continuité d'une grève de longue haleine.

En ce sens, il faudrait commencer à envisager la création d'un fonds de grève à l'ASSÉ. Cette pratique est adoptée par de nombreuses organisations syndicales à travers le monde et nous permettrait d'économiser en vue de ce grand effort financier anticipé. Il est possible qu'un tel fonds requière une hausse des cotisations des membres, mais pas nécessairement, considérant la récente augmentation du nombre de membres. Il reviendra au Congrès d'examiner les bénéfices et les inconvénients d'un tel fonds sur les finances de l'organisation.

CONCLUSION

Nous avons exposé dans ce texte les raisons pour lesquelles nous croyons qu'il est temps pour l'ASSÉ de passer à l'offensive avec une campagne pour la gratuité scolaire, et nos propositions de stratégies pour améliorer ses chances de réussite. Nous espérons vous avoir convaincu de la pertinence d'un tel mouvement social dans les prochaines années, et demeurons ouverts et ouvertes à toute question, critique, ou débat sur le sujet.

*Et rien n'est tel que le rêve pour engendrer l'avenir.
Utopie aujourd'hui, chair et os demain.*

— *Victor Hugo*

Remettre le syndicalisme au centre de la lutte

Rédaction : Dominique Boisvert

Révision et appuis : Gabrielle Bellemare, Émilie Gagné, Marie-Hélène Marier

De la nécessité d'un retour aux bases

Depuis la fondation de l'ASSÉ en réaction au sommet des Amériques en 2001, le mouvement étudiant a de plus en plus fait de la démocratie directe et du syndicalisme de combat ses principaux chevaux de bataille. Aujourd'hui, l'ASSÉ est plus grande que jamais et réunit plus de 70 000 membres. Paradoxalement, durant la même période, nous avons assisté à une décomplexion de la droite québécoise tant dans les médias de masse commerciaux ou étatiques que dans la population en général. Cette montée d'une droite populiste s'accompagne presque invariablement d'un discours anti-syndical particulièrement virulent qui place les droits individuels au-dessus du bien-être collectif. Il est de notre avis que ce discours a eu un impact majeur sur le déroulement de la grève de 2012 : non-respect des lignes de piquetage, injonctions, attaques injurieuses à l'égard des militantes et des militants, nonreconnaissance de la légitimité de la démocratie étudiante (« boycott » plutôt que grève) , dénonciation de la solidarité syndicale, minimisation du soutien populaire, etc.

À l'intérieur même du mouvement, ce mépris à l'égard du syndicalisme a mobilisé beaucoup d'énergie qui aurait pu être mieux investie. Les efforts déployés à convaincre la base de l'importance du fonctionnement par assemblées générales, du respect des décisions prises par celles-ci et du maintien des lignes de piquetage, auraient été mieux employés à approfondir le discours et à se préparer à réagir à l'éventualité électorale.

L'ASSÉ a été fondée sur des principes forts. Il nous semble que, si l'ASSÉ est effectivement plus grande qu'à sa fondation et plus présente dans l'espace médiatique, elle n'est pas nécessairement plus forte. Loin de nous l'idée de rejeter le travail qui a été accompli au cours des dernières années, mais il nous semble que si nous brandissons nos principes, ceux-ci ne sont pas largement partagés par les membres. Sans un soutien de la base, l'ASSÉ pourrait devenir une coquille vide qui risque de s'écrouler.

La culture syndicale comme outil de mobilisation permanente

Au-delà du désir de ne pas perdre de vue les idées fondatrices de l'ASSÉ, la consolidation de nos bases syndicales représente un avantage indéniable du point de vue de la mobilisation et du rapport de force que pourra entretenir l'ASSÉ. Si la base militante et la population renouent avec les principes syndicaux, il sera possible de ne discuter que des enjeux idéologiques et des revendications plutôt que de devoir justifier nos méthodes. L'organisation est évidemment

cruciale pour arriver à créer un mouvement cohérent et efficace, mais cette organisation devrait d'abord servir à fortifier la base. Avant de penser pouvoir construire un momentum pour des campagnes à long terme et pas seulement ponctuelles, il faut penser à se servir des héritages positifs de la grève de 2012 pour propager les principes de lutte et d'autogestion dans la population. Il est essentiel que les membres de l'ASSÉ comprennent que la politique est un enjeu citoyen qui se vit au quotidien en communauté et pas seulement une fois au quatre ans.

Nous sommes d'avis qu'il est possible et même souhaitable de commencer à organiser des campagnes à moyen ou long terme, mais que le travail de mobilisation ne doit pas se concentrer que sur la théorie. Il est primordial que toutes les étudiantes et tous les étudiants comprennent le fonctionnement démocratique et le rôle de leurs association étudiantes et se l'approprient pleinement, ce qui n'est, dans les faits, pas actuellement le cas. Nous suggérons donc que, dans la continuité de la lutte contre l'austérité économique, la campagne annuelle 2014-2015 porte sur le syndicalisme de combat et la résistance au discours anti-syndical.

Pour une convergence des luttes syndicales

Le renouvellement des conventions collectives du secteur public constitue une excellente occasion pour amener de l'avant les principes syndicaux qui sont ceux de l'ASSÉ et qui ont été à une autre époque ceux des syndicats de travailleuses et de travailleurs. Sans chercher à faire de l'ingérence dans les luttes des travailleuses et des travailleurs, il serait essentiel de leur apporter notre soutien et surtout de s'intéresser aux enjeux sociaux auxquels nous ferons face après nos études. Ce soutien doit se faire de façon critique et être accompagné par la diffusion d'un argumentaire en faveur d'un syndicalisme plus combatif. Seule, l'ASSÉ ne pourra pas réussir à obtenir davantage qu'au terme de la grève de 2012. Il est impératif de réunir un front de lutte qui dépasse le mouvement étudiant. La campagne contre l'austérité économique a connu un succès étonnant compte tenu du caractère relativement abstrait de ce concept. Il nous semble donc que, après avoir réussi à surmonter la difficulté que représentait cette abstraction pour la mobilisation, nous devrions profiter du momentum qui a été construit et tenter d'élargir la lutte. Si on souhaite faire une véritable escalade des moyens de pression il faut des revendications qui permettent au mouvement d'être le plus inclusif possible. En ce sens, monter un plan de campagne qui débute par des enjeux larges et s'en va vers le plus spécifique ne pourra qu'exclure des allié-e-s potentiel-le-s et prendra des allures de corporatisme. L'austérité économique est la logique même qui pousse les gouvernements à systématiquement porter des attaques au milieu de l'éducation. Pour arriver à une victoire durable, il ne faut pas viser des enjeux superficiels mais viser à opérer une transformation en profondeur. Évidemment, l'ASSÉ doit demeurer le porte-étendard des revendications étudiantes, mais il est important de prendre conscience qu'aucune victoire n'est possible contre l'hydre qu'est l'austérité économique à moins d'une mobilisation syndicale élargie. Maintenant que les membres de l'ASSÉ ont exprimé massivement pourquoi ils et elles s'opposent à l'austérité économique, il faut passer de la parole aux actes et poursuivre une escalade de moyens de pression qui vise à partager ses méthodes de luttes.

Comment articuler ce plan concrètement :

Ces idées peuvent sembler beaucoup trop vagues pour pouvoir mettre en place un plan de campagne annuelle. Cependant, l'objectif de ce texte est davantage de colorer les prochaines

campagnes afin qu'on mette davantage de l'avant les différentes luttes qui sont menées à l'extérieur de l'ASSÉ et surtout qu'on passe du temps à revitaliser la culture syndicale au sein des associations membres. Le contexte social est très peu propice à ce que les nouvelles et nouveaux membres soient déjà bien au fait des pratiques du syndicalisme de combat. Si on envisage à terme une nouvelle Grève Générale Illimitée, il faut commencer dès maintenant à bâtir cette culture syndicale pour ne pas avoir à faire le travail en pleine période de grève. Ainsi, peu importe ce sur quoi portera la prochaine campagne annuelle, nous souhaitons que l'idée syndicale soit intégrée à même l'argumentaire.

Vers une nouvelle GGI :

Le texte de réflexion soumis par Lazlo Bonin et al. prévoit une GGI dans les environs de 2018. Malgré le rectificatif envoyé subséquemment, il est de notre avis que ce délai nous amène beaucoup trop près des prochaines élections générales provinciales et qu'il est difficile de prévoir à si long terme le genre d'attaques auxquelles nous devons faire face. Par conséquent, nous suggérons de prévoir une GGI au plus tard au printemps 2017 afin d'éviter l'échappatoire électorale. Le plan serait donc le suivant :

- En 2014-2015 :
 - Solidifier nos appuis syndicaux et communautaires
- De 2015 à 2017 :
 - Poursuivre une campagne contre les différentes mesures d'austérité en y intégrant un discours syndicaliste fort et insister sur les alternatives à l'austérité (réforme fiscale, taxe sur le capitale)
 - Poursuivre une escalade des moyens de pression culminant en une grève générale illimitée au printemps 2017.

Finalement, nous sommes d'avis, tel que nous l'avons esquissé plus tôt, que la campagne offensive ne devrait pas porter exclusivement sur la gratuité scolaire. En effet, l'enjeu de la gratuité est une bonne porte d'entrée vers le militantisme pour des étudiantes et des étudiants qui ne connaissent pas encore beaucoup l'ASSÉ, cependant dans une perspective de longue campagne, il nous semble que cette revendication devrait être mise dans un contexte plus large et découler naturellement de la lutte contre l'économie néo-libérale et la marchandisation des services publics. Une grève offensive doit être une véritable offensive : on doit s'attaquer aux riches et au patronat plutôt que de simplement demander ce qui devrait aller de soit. Nos revendications sont légitimes, nous n'avons pas à les défendre. Essayons plutôt de transmettre le fardeau du côté des défenseurs du capitalisme, laissons les défendre l'indéfendable. Pointons du doigt l'évasion fiscale, la spéculation boursière et immobilière, l'impôt trop peu progressif, l'accumulation indécente de richesse dans les banques, la libre circulation du capital, les nouveaux accords de libre-échange, le pillage des terres autochtones, l'exploitation des travailleuses et des travailleurs. Montrons une fois pour toutes que « tout est à nous, rien n'est à eux ». Montrons que l'argent pour nos services sociaux et pour la gratuité scolaire nous a été volé. On demande qu'on nous rende ce qui est déjà à nous, ce sont eux et elles qui devraient être sur la défensive.

Des services publics à la solidarité

Rédaction: Justin Arcand

Révision et appuis: Benjamin Gingras, Delphine Labrecque-Synnott, Lazlo Bonin, Carolane Sauvé Tétreault, Virginie Mikaëlian

Le Congrès annuel de l'ASSÉ arrive à très grands pas et comme à l'habitude il sera question de la campagne annuelle à venir. Nous devons réfléchir et décider ensemble des lignes principales qui orienteront le chemin politique de notre organisation pour l'année 2014-2015.

Déjà un texte de réflexion circule sur une lutte offensive vers la gratuité scolaire au moment d'écrire celui-ci. Ce texte sur la gratuité scolaire mentionne, par contre, la volonté de tenir une campagne distincte pour l'année scolaire à venir. Donc, le but de la présente réflexion sera de mettre de l'avant une idée de thème de campagne qui pourrait être adopté durant la fin de semaine du Congrès annuel du 26 et 27 avril prochain.

Nous voyons la campagne de 2014-2015 s'orienter sur deux axes : le national et le local. Il est nécessaire, comme les années précédentes, de se donner des lignes communes sur un plan national; l'objectif d'une organisation nationale étant de collectiviser des efforts, des forces et des énergies sur des revendications et des plans d'action communs. Ceci dit, nous croyons qu'il serait important, voire primordial, de concentrer plus d'effort au niveau local pour l'année à venir, et ce pour plusieurs raisons qui seront explicitées plus bas.

Bref retour sur l'actuelle campagne

Si la campagne sur l'austérité cette année ne réjouissait pas tout le monde dans ses débuts et paraissait, si nous nous en tenons aux critiques, trop large, trop abstraite et peu mobilisatrice, nous avons l'impression qu'elle fût tranquillement adoptée par plusieurs tout au long de son développement. Des craintes sont apparues au sein de l'exécutif sur les enjeux traités suite à la semaine de manifestations régionales peu peuplées; ce n'était qu'un début, le concept d'austérité étant relativement nouveau à aborder pour le mouvement étudiant québécois et même pour le Québec en général.

Heureusement, la question de l'austérité n'était pas traitée que dans le milieu étudiant. Plusieurs groupes externes travaillaient dans la perspective de dénoncer les conséquences négatives de ce

genre de politique idéologique. Il devenait donc plus intéressant et motivant pour plusieurs associations étudiantes locales, selon nous, d'informer et de mobiliser sur la question, surtout qu'il fallait s'organiser en vue de la manifestation nationale du 3 avril. Suite à un travail important de toute part pour cet événement, nous constatons que l'enjeu de l'austérité et des revendications progressistes de l'ASSÉ demandant un retour de balancier face aux politiques d'austérité pour que les riches fassent leur juste part fût un succès incontestable. Nous ne pouvons nous cacher d'avoir tenu la plus grosse manifestation nationale de l'ASSÉ à l'extérieur d'un mouvement de grève générale illimitée.

Par cette mobilisation et par cette campagne en générale, nous avons élargi notre lutte et nous sommes sorti-e-s du secteur de l'éducation pour dénoncer une logique qui s'applique à tout notre système public. Nous avons ainsi créé et renforcé des liens avec plusieurs organisations oeuvrant à l'extérieur du mouvement étudiant et qui milite aussi pour une meilleure répartition de la richesse et la réduction du fardeau fiscal sur le dos de la classe moyenne et des plus pauvres. Cette solidarité entre organisations s'est même plutôt bien illustrée dans les rues le 3 avril alors qu'il n'y avait pas que des étudiantes et des étudiants au rendez-vous et que plusieurs de ces organisations ont donné un appui officiel à la manifestation.

De la solidarité

Par une campagne aussi large que celle de cette année sur l'austérité, une priorité, en plus de mobiliser sur la question, était de créer des liens avec des organisations et des groupes externes au mouvement étudiant. Plusieurs de ces liens devaient être créés puisqu'inexistants ou consolidés, car même si l'ASSÉ entretient de bons liens avec certaines organisations, notre roulement très rapide oblige souvent à rebâtir certaines relations. Bref, une base est établie, mais encore beaucoup de chemin, selon nous, reste à faire.

Il est essentiel que l'ASSÉ continue de créer ces liens de solidarité dans la conjoncture actuelle. Il nous semble logique que nous devions travailler avec une multitude de groupes progressistes représentant différents intérêts pour mener à terme les revendications de cette année au niveau fiscal. Nous savons très bien que la presse écrite, la radio et que la télévision sont contre nous, mais pourtant un nombre impressionnant d'organisations réclament les mêmes réformes que nous pour combattre l'austérité que nous dénonçons depuis plusieurs années déjà. Il n'est pas anodin qu'autant de gens se soient déplacés le 3 avril dernier pour marcher avec nous dans la rue. Ce sera donc en mettant en commun notre savoir, nos forces et nos énergies que nous pourrons trouver un rythme collectif et établir, de cette façon, un réel rapport de force.

De plus, les conventions collectives des secteurs public et parapublic arrivent à échéance en 2015. Cela signifie donc un moment politique important pour les travailleuses et les travailleurs au Québec. Déjà un front commun a été annoncé au niveau syndical. Si l'appui de plusieurs de ces

syndicats a été bénéfique pour nous durant la grève de 2012, ce sera maintenant à notre tour de donner un appui potentiellement important si des conflits naissent suite à des négociations qui échouent. Il ne serait pas surprenant de voir un gouvernement agressif face aux salarié-e-s du secteur public considérant le contexte austère qui plane présentement.

Il semble que le travail politique national qui a été fait cette année jetait les bases de ce qu'il reste à construire. C'est conséquemment dans cette perspective que l'exécutif propose une campagne annuelle orientée sur les services publics.

Un chemin à paver

Nous croyons qu'il est important de récolter les fruits dont nous avons semé les graines cette année; qu'il serait dérisoire de mettre de côté l'immense travail que nous avons construit et mis de l'avant ensemble. Il faut considérer la conjoncture politique actuelle et à venir pour 2014-2015 pour bâtir un mouvement encore plus fort et plus combatif sur la question des services publics accessibles et de qualités qui, jusqu'à récemment, étaient une valeur considérable, presque un acquis, pour la population.

Le projet de « déficit zéro à tout prix » joue le rôle d'une attaque directe à nos services, car pour réduire les dépenses, le gouvernement ne se prive pas pour couper dans tous les secteurs publics. Ceci a pour effet négatif de réduire la qualité des services offerts et il y a, dans plusieurs cas, une compensation du financement en utilisant le concept de l'utilisateur-payeur. On remarque aussi la place grandissante donnée au secteur privé et l'augmentation du nombre de partenariats avec ce secteur. Du coup, l'objectif d'une société qui s'est dotée de services publics au plus bas coût dans le but de collectiviser les risques sociaux est donc graduellement poussé à changer vers une vision individualiste de notre collectivité.

Dans cette optique, nous proposons de continuer à mettre de l'avant nos revendications sur le plan fiscal en se basant sur le tableau de la Coalition opposée à la privatisation et la tarification des services publics qui totalise plus de 10 milliards de dollars en alternatives fiscales. L'idée est de continuer à militer avec les différents groupes mettant de l'avant ces mêmes revendications pour, bien sûr, réduire le fardeau fiscal de la vaste majorité de la population, mais aussi d'exiger un réinvestissement majeur dans nos services publics. C'est en allant chercher des gains à ce niveau; en ayant le retour de la taxe sur les gains en capitaux et un retour d'un système d'imposition à 10 paliers notamment que nous pourrons par la suite exiger un réinvestissement concret.

Parler de services publics accessibles et de qualité aurait aussi comme objectif de politiser les membres sur le fait que des services publics bien financés sont essentiels pour la population et ainsi contrecarrer le discours de droite, d'ailleurs beaucoup trop présent au niveau médiatique,

qui tente de faire accroire que trop d'argent est injecté à ce niveau. Des faussetés telles que le fait que 50% de nos revenus servent à financer nos services publics circulent allègrement pour justifier les nombreuses coupes, alors qu'en 2007 l'ensemble des impôts, taxes et cotisations des ménages représentait légèrement moins de 30%. Ce que nous tentons de mettre de l'avant, c'est qu'il est possible d'exiger un refinancement tout en maintenant ce taux en allant chercher l'argent là où il y en a.

Comme mentionné plus haut, parler de services publics au début de la négociation des conventions collectives des secteurs public et parapublic prépare le terrain à un éventuel appui et ce, peu importe comment cet appui va se manifester.

Il pourrait être intéressant que la campagne annuelle vise des aspects plus précis du secteur public. Plus spécifiquement, nous pourrions toucher davantage à l'éducation pour traiter des nombreuses coupures faites tant au niveau collégial qu'universitaire et des conséquences sur les services aux étudiants et aux étudiantes. De la sorte, nous remettons de l'avant l'éducation qui a été un sujet un peu moins mis de l'avant durant la campagne en cours. Sinon, la question de la taxe santé, des hausses de tarif d'Hydro-Québec et de la réforme de l'assurance-emploi seraient des sujets prioritaires à inclure dans les discours et la mobilisation à venir.

Du national au local

Une priorité pour l'année scolaire à venir sera de mettre davantage de l'avant l'organisation politique au local. Cette idée de « consolider le local » revient probablement chaque année, mais n'est pas assez souvent appliquée. N'oublions pas que si l'ASSÉ est une organisation nationale, elle existe pour apporter une aide et des services aux associations locales membres. Nous proposons, en ce sens, d'ajouter à la proposition pour la campagne de 2014-2015 un libellé sur la mise de l'avant des campagnes locales pour la prochaine équipe nationale de l'ASSÉ.

Dans le cas de plusieurs associations étudiantes, des luttes au niveau local sont déjà amorcées ou le seront dans les prochains mois. Il est donc de notre devoir de tout mettre à la disposition des associations membres et de leurs militantes et militants ce qui est nécessaire pour que ces batailles se terminent en victoire et en gains. Les associations étudiantes qui sont membres de l'ASSÉ ne le sont pas pour simplement cotiser et renflouer les coffres de l'organisation. La priorité doit donc être d'encadrer ces membres; de créer des associations étudiantes autonomes, d'engendrer une relève et un esprit combatif dans toutes les associations locales membres sans exception.

Mettre plus d'énergie en tant qu'organisation nationale pour aider les associations membres dans l'organisation locale n'empêche pas de tenir une campagne nationale traitant d'un enjeu distinct. D'ailleurs, nous suggérons de travailler à établir dans toutes les associations étudiantes membres de l'ASSÉ qui le voudront, une table de concertation intersyndicale dans le but d'enfermer les liens

avec les autres syndicats au sein du même établissement scolaire. Cette initiative pourrait facilement entrer dans le cadre de la campagne nationale tout en traitant des enjeux locaux. Tout ceci a pour objectif simple, vous l'aurez compris, de reprendre contrôle de nos campus et de rétablir un réel rapport de force face aux administrations. Plusieurs campagnes locales sont possibles, que cela passe par la création d'un café étudiant pour permettre à ces derniers et dernières de s'approprier un lieu, de bloquer une hausse de frais afférents ou encore d'améliorer les conditions au niveau des stages des différentes techniques.

Proposition de Congrès

Que la campagne nationale de l'ASSÉ pour l'année scolaire 2014-2015 s'oriente autour de la question de la qualité et de l'accessibilité des services publics en revendiquant l'instauration de différentes alternatives fiscales basée notamment sur le tableau de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics et en exigeant un réinvestissement pour ces services publics.

Que l'équipe nationale offre un support accru aux associations étudiantes locales membres de l'ASSÉ, notamment en appuyant leurs initiatives de campagnes locales et en les aidant à mettre sur pied une table intersyndicale

POUR UNE GRÈVE OFFENSIVE!

Par le Comité exécutif de l'AESS

La gratuité scolaire ne se discute plus sur la place publique. Elle est passée de sujet chaud durant la grève de 2012 à un silence presque complet. Les mesures d'austérité du gouvernement Charest, du gouvernement Marois et bientôt du gouvernement Couillard nous ont mis en position défensive. Nous avons tenté de limiter les pertes sans jamais faire de gain réel. Ce n'est pas en minimisant les impacts que nous allons construire la société québécoise dont on rêve. Il est temps de passer à l'offensive. La gratuité scolaire serait bénéfique pour tous les Québécois et toutes les Québécoises. Nous savons où et comment aller chercher l'argent. Malgré cela, les idéaux néolibéraux s'opposent à ce projet et ce, non pas sur la forme, mais sur le fond. En effet, ces idées vont à l'encontre de leurs valeurs soit celles du chacun pour soi et d'un État absent de la société. Nous savons par contre qu'ici au Québec, c'est l'État qui réduit les inégalités sociales avec les différents services offerts et permet aux plus démunis d'avoir une qualité de vie minimale.

Si nous voulons la gratuité scolaire, il faudra aller la chercher. Les politiciens et politiciennes n'écouteront jamais nos voix, ni nos arguments sans poids politique. Nous avons vu que pour nous, étudiantes et étudiants, notre voix n'est qu'écoutée que lorsqu'elle est accompagnée des échos de la rue et de la colère étudiante. Passons à l'offensive! Préparons-nous pour une grève où nous irons chercher des gains. Allons de l'avant avec nos idées. Ce ne sera pas facile, nous en convenons. Il est toujours plus facile de mobiliser contre quelque chose que pour, mais les idéologies dangereuses de droite ne s'arrêteront pas si nous ne les attaquons pas de front.

Le gouvernement Couillard en a pour 4 ans. Il serait pertinent de préparer une grève à son départ, car un gouvernement, particulièrement lorsque celui-ci est majoritaire, a plus tendance à négocier et à écouter lorsqu'il est en fin de mandat. Les élections sont toujours un moment propice à exercer un poids politique puisque c'est le seul moment où nos élu-es doivent rendre des comptes à la population. L'AESSUQAM (Association étudiante du secteur des sciences de l'UQAM) croit donc qu'il serait pertinent que l'ASSÉ se prépare pour une méga-campagne sur trois ans, une campagne pour la gratuité scolaire et pour une grève offensive en 2017-2018. Cette méga-campagne aurait pour but de mobiliser les campus autour de l'idée de la gratuité scolaire et de la grève offensive. La campagne débiterait en 2015-2016.

Pour 2014-2015, nous proposons de faire une campagne préparatoire, c'est à dire de préparer le terrain en faisant une campagne qui rappellerait le rôle de l'éducation dans la société, qui présenterait des alternatives à notre méthode vieillissante et qui dénoncerait les coupures incessantes en éducation. Cette campagne traiterait de l'éducation primaire jusqu'à l'éducation post-secondaire. Par la suite, l'année d'après, nous commencerions la campagne agressive.

Nous proposons une campagne liée à l'éducation, car nous croyons qu'il est du devoir de l'ASSÉ de mettre ces enjeux de l'avant. Dans la dernière année, les mesures d'austérité en éducation ont été aussi discutées que celles en santé, en environnement, etc. Bien que nous soyons conscientes et conscients de la nécessité d'avoir un discours qui s'attaque à toutes les sphères de la vie en

société, nous croyons que si l'ASSÉ n'aborde pas les enjeux qui nous préoccupent en éducation, aucune autre organisation ne pourra le faire de la même façon. Car bien que certains syndicats puissent avoir des positions similaires aux nôtres sur divers enjeux, ce n'est pas toujours le cas et leur façon de les défendre ne sont pas toujours les nôtres.

Nous croyons aussi que l'ASSÉ a un potentiel mobilisateur sur les enjeux en éducation et que c'est son rôle de le réaliser. Si la campagne de cette année sur l'austérité fut un succès en ce sens, nous aimerions toutefois que notre association étudiante nationale se recentre sur des sujets qui touchent l'éducation et, ainsi, éviter qu'une cohorte passe deux années consécutives dans un cégep membre de l'ASSÉ et que, après ce temps, elle ne se sente toujours pas concernée par les enjeux académiques, qui abondent pourtant sur nos campus.

POURQUOI LA PÉDAGOGIE?

Alors, pourquoi parler spécifiquement de types de pédagogies? Parce que nous croyons que c'est un sujet sur lequel l'ASSÉ pourrait élaborer et qui peut être vu comme la toile qui relie divers éléments de notre discours. Parce que l'austérité en éducation a notamment pour conséquence de réduire les alternatives mises en place en termes de pédagogie et favorise ainsi un conservatisme social. Parce que la pédagogie est ce qui façonne nos apprentissages dès la petite enfance et qui a des conséquences tout au long de notre vie sur notre perception du système scolaire. Parce qu'on pourrait aborder la pédagogie féministe et comment une vision unique de la pédagogie peut influencer les inégalités sociales. Parce que la marchandisation de l'éducation a des effets même au secondaire, où des classements des établissements sont effectués chaque année dans le but de les mettre en compétition. Parce que ce n'est pas tout le monde qui peut apprendre de la même manière. Parce qu'il existe des types de pédagogies alternatives. Parce que certaines de ces pédagogies permettent de développer un meilleur esprit critique et une plus grande autonomie. Parce que, malgré quelques tentatives ponctuelles, les prises de parole de l'ASSÉ en termes de pédagogie se sont tout au plus limitées à des articles dans l'Ultimatum et des ateliers dans les camps de formation. Parce qu'une modification du système d'éducation actuel permettrait un meilleur développement de la société et de chaque citoyenne et citoyen. Parce que l'éducation est la pierre angulaire pour la diminution de la criminalité, la santé, le bien-être, l'égalité, le respect et le développement d'une conscience citoyenne dans une société.

C'est pour ces raisons que l'AESSUQAM a voté en AG ces deux propositions déjà au cahier de Congrès depuis deux semaines :

- Que l'ASSÉ entame une campagne de sur 4 ans visant la réduction progressive des frais de scolarité jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.

Que la première année de cette campagne soit dédiée à la préparation des plans de mobilisation, de la recherche et du matériel d'information, tout en menant une campagne annuelle parallèle. Qu'un comité ad hoc soit formé à cet effet.

- Que la campagne annuelle de l'ASSÉ pour 2014-1015 porte sur l'importance de l'éducation au Québec et sur les divers types d'éducation alternative.

Nous vous invitons à prendre une position semblable pour le Congrès qui se déroulera la fin de semaine prochaine.

Au plaisir de vous y voir,

Le comité exécutif de l'AESS

RAPPORT DE LA FIN DE SEMAINE DE RÉFLEXION SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE, DE GENRE ET D'AFFECTIVITÉ

NOTRE MANDAT

Conformément au mandat du Congrès de l'ASSÉ des 26 et 27 octobre 2013, le Comité ad hoc sur la Diversité Sexuelle, de Genre et d'Affectivité (CDSGA) a tenu un évènement de réflexion sur ces notions au sein de l'ASSÉ. Voici ledit mandat :

« Que l'ASSÉ organise une journée de réflexion portant sur la diversité sexuelle et de genre et de l'affectivité à l'ASSÉ, et la création d'un Comité ad hoc sur la diversité sexuelle dont la mission serait :

- d'organiser ladite journée;
- d'y offrir un environnement sécuritaire et favorable au débat;
- de produire un rapport suite à celle-ci;
- d'étudier la possibilité de création ou de modification de structures permanentes à l'ASSÉ sur la diversité sexuelle et de genre et de l'affectivité;

Que ce Comité soit formé de Benjamin Gingras, Sophie-Geneviève Labelle, Karolane Leblanc, Dominique Morin et toute autre personne intéressée. »

L'évènement s'est déroulé durant la fin de semaine du 28 au 30 mars 2014. Nous nous sommes rendus compte qu'une seule journée n'était pas suffisante pour aborder tout ce que nous voulions aborder, créer un espace mettant en confiance les gens pour qu'ils et elles soient à l'aise de discuter de leurs réalités et expériences ainsi que de réfléchir aux manières de rendre les structures de l'ASSÉ plus inclusives. Nous nous sommes aussi rendus compte que la fin de semaine était un bon début pour qu'émergent ces réflexions, mais que d'autres évènements de cette sorte seraient nécessaires.

QUI SOMMES-NOUS?

Le Comité ad hoc sur la Diversité Sexuelle, de Genre et d'Affectivité de l'ASSÉ est composé de personnes qui sont directement concernées par ces réalités et qui proviennent de l'UQAM, de l'Université Concordia et de l'Université Laval. Nous avons cherché à créer un espace propice à la discussion afin que notre association étudiante nationale franchisse des pas importants vers l'inclusion de la diversité sexuelle, de genre et d'affectivité dans ses luttes et pratiques.

LA FIN DE SEMAINE DE RÉFLEXION

Collectivement, le désir d'organiser cette fin de semaine de réflexion provient de plusieurs questionnements qui nous sont venus au travers de notre participation dans les diverses structures et évènements de l'ASSÉ : Comment créer des espaces où la diversité sexuelle, de genre et d'affectivité fait réellement partie des pratiques militantes? Quel rôle joue la sexualité dans le militantisme étudiant? Quelle place donner aux réalités de la diversité sexuelle, de genre et d'affectivité dans nos communautés, nos assos, et nos espaces de réflexion politique?

Toutes ces questions n'ont certainement pas trouvé de réponse en une fin de semaine, mais nous

croyons avoir réussi à créer un espace de discussion, de débat, de réflexion et de partage pour parler de ces questions et trouver des pistes de solutions. Cette fin de semaine se voulait un espace où les personnes qui s'identifient comme faisant partie de cette diversité puissent partager leurs expériences en tant que militants-es, mais aussi en tant que personnes qui naviguent dans un monde patriarcal, hétérosexiste, cissexiste, raciste, capitaliste, capacitiste, etc.

Le vendredi a débuté par un 7 à 9 suivi d'une projection de film et d'une discussion sur l'histoire du militantisme concernant la diversité sexuelle, de genre et d'affectivité. Le film projeté s'appelait « Before Stonewall ». Datant de 1984, ce documentaire montre comment se déroulait la vie pour la communauté gaie et lesbienne aux États-Unis avant la fameuse révolte du Stonewall Inn à New-York, où les Drags Queen affrontèrent les forces policières lors d'une descente. Cette rébellion est considérée par beaucoup comme le point de départ de la lutte pour les droits des gais et lesbiennes en Amérique du Nord. Ensuite, une visite guidée historique et critique nous a fait découvrir le Village sous un autre jour, notamment par une présentation des lieux qui furent jadis importants pour le quartier au niveau social, culturel et militant. Le tout s'est terminé par une soirée festive au restaurant le Club Sandwich.

Les activités du samedi ont cherché à aborder les thématiques de la sexualité, du genre et de l'affectivité de différentes manières. Il y a eu une panoplie d'ateliers et de forums ouverts sur des thématiques telles que : les réalités trans, l'identité, le polyamour et la diversité affective, la binarité du genre, les liens entre les luttes féministes et de la diversité sexuelle, de genre et d'affectivité, les actions directes queer ainsi que la question de la non-mixité.

La soirée s'est terminée par une soirée film-discussion portant sur la question de la vie étudiante et de l'activisme concernant la diversité sexuelle, de genre et d'affectivité. Réalisé par Sylvie Leroy et Nicolas Barachin , « Et ta Sœur... » est un documentaire français sur la lutte contre le sida, l'homophobie, la honte et la culpabilité homosexuelle menée par le Couvent de Paname des Sœurs de la Perpétuelle Indulgence. Ce mouvement militant LGBT international regroupe des organisations locales partout à travers le monde réunies en « couvents ». Ces associations utilisent l'image et « l'habit » des religieuses catholiques de façon festive et théâtralisée pour faire de la sensibilisation, du travail de rue et des actions directes. Cependant, elles ne constituent en aucun cas un ordre religieux. Nous avons la chance d'avoir avec nous une Sœur de la Perpétuelle Indulgence du couvent de Paname, présente dans le documentaire, pour animer la discussion.

Le dimanche a débuté par un brunch suivi d'un retour sur les diverses thématiques abordées et les réflexions qui ont émergées lors de la fin de semaine.

LES ÉLÉMENTS MIS EN PLACE DURANT LA FIN DE SEMAINE

Safer space. Processus qu'on construit avec les gens présents pour briser les barrières. L'idée est de bâtir un espace et de construire une communication qui permettent à diverses expériences politiques, personnelles et sociales de s'exprimer. Pour mettre en place un *safer space* lors de la fin de semaine de réflexion, nous avons assignés des personnes à l'écoute active. L'écoute active consiste principalement à offrir de l'écoute si les gens le désirent durant l'évènement tout en participant à construire un espace qui reste ouvert et propice aux discussions et aux débats. L'écoute active est similaire au gardiennage du senti. Nous avons également mis en place une équipe de facilitateurs et de facilitatrices dont le rôle était d'assurer la fluidité des conversations en petits groupes ou en situation d'atelier en posant des questions de relance, en prenant les tours de paroles, etc. Enfin, un local entièrement dédié au *safer space* à été mis à la disposition des participants et des participantes. Ceux et celles-ci pouvaient s'y rendre s'ils ou elles vivaient un

malaise, s'ils ou elles avaient besoin de se détendre ou de se changer momentanément les idées.

Problématisation de la binarité du genre : Durant la fin de semaine, nous avons offert aux participants et participantes des toilettes non-genrées. Le but était de limiter les endroits genrés où des violences genrées peuvent être vécues. Cela permettait de diminuer ce stress constant que vivent les personnes dont l'expression de genre est ambiguë ou qui ne se conforment pas aux attentes sociales de la masculinité et de la féminité.

Étant donné les violences genrées de la non-mixité implicite homme/femme telle qu'elle est vécue à l'ASSÉ, on a voulu remettre de l'avant que la non-mixité est un outil politique utilisé par une diversité de personnes, d'identités et de subjectivités marginalisées telles que les femmes, les lesbiennes, les bisexuels-les, les personnes trans, les travailleuses du sexe, les personnes racisées, les personnes polyamoureuses et bien d'autres. Durant la fin de semaine, nous avons expérimenté une non-mixité gaie que l'on a définie comme incluant tout homme cis ou trans s'identifiant comme gai ou bisexuel, toute personne au genre non binaire qui s'identifie comme gai ou bisexuel et toute personne qui a une certaine affinité identitaire gaie. Le pendant lesbienne incluait toute femme cis ou trans s'identifiant comme lesbienne ou bisexuelle, toute personne au genre non binaire qui s'identifie comme lesbienne ou bisexuelle et toute personne qui a une certaine affinité identitaire lesbienne. L'idée était de vivre une non-mixité qui allie les questions de sexualité, de genre et d'affectivité sans les séparer ou les compartimenter.

Inclusivité alimentaire. Durant la fin de semaine, nous avons voulu mettre en place un continuum de pratiques alimentaires afin d'inclure le plus d'entre elles. Les participants et participantes ont ainsi pu avoir des choix omnivores, végétariens, végétaliens et sans gluten. Nous avons fait affaire avec des traiteurs *vegan*, nous avons séparé les aliments pour s'assurer qu'il n'y ait pas de contamination, nous avons un choix de lait de vache et de soja. L'inclusivité alimentaire peut paraître sans liens directs avec les problématiques de la fin de semaine, mais elle a contribué à créer un sentiment d'inclusivité plus général participant à la création du *safer space*.

Accessibilité. Nous nous sommes assuré que tous les lieux principaux où les activités se déroulaient étaient accessibles aux fauteuils roulants et étaient proches d'une station de métro. Nous avons aussi offert des billets de métro/bus aux participants et participantes. Le but était de rendre l'évènement le plus accessible possible à tous et toutes. On a élargi la question de l'accessibilité à même le formulaire d'inscription en demandant aux participants et aux participantes, par exemple, s'ils ou elles avaient besoin de toilettes non-genrées ou s'ils ou elles avaient des intolérances olfactives.

PROBLÉMATIQUES ET REVENDICATIONS MISES DE L'AVANT PAR LES PARTICIPANTS ET PARTICIPANTES

Tous les éléments qui ont été mis en place pendant la fin de semaine ont contribué à l'établissement d'un *safer space* qui a fait en sorte que les gens étaient à l'aise de s'exprimer et de revendiquer des positions politiques qu'en temps normal ils et elles n'étaient pas à l'aise d'exprimer. Les discussions du dimanche, très animées et très riches, ont été guidées par trois questions.

La première question interrogeait les raisons pour lesquelles les participants et les participantes sont venus à cette fin de semaine de réflexion. Il appert que le désir de parler de problématiques comme la non-mixité ou les difficultés à conjuguer militantisme féministe et militantisme queer était au cœur de ces raisons. Les participants et participantes ont également donné pour raison le

désir de sortir de leur isolation pour socialiser, échanger des expériences différentes, mais pourtant similaires, et bâtir des solidarités dans le but de trouver des moyens concrets de lutter ensemble en prenant en compte les multiples identités qu'une personne peut porter en plus de celle d'étudiant ou d'étudiante. Les participants et participantes reconnaissent le potentiel de l'ASSÉ comme vecteur de changement social et trouvaient important de changer ses structures pour les rendre plus inclusives.

La deuxième question interrogeait ce que la fin de semaine avait apporté aux participants et aux participantes. Certains-es ont réalisé qu'il était possible et nécessaire de penser plus loin que nos expériences personnelles tout en prenant conscience de ce qui peut être oppressif symboliquement pour les autres. D'autres ont réalisé que militer uniquement tant qu'étudiant n'était pas suffisant et qu'ils et elles ne voulaient plus négocier les différentes facettes de leur identité. Il a été soulevé que les espaces de réflexions étaient nécessaires, mais que le terrain était très important pour apprendre et confronter les autres pour mieux intervenir et qu'il ne fallait pas perdre de vue les actions concrètes. La majorité des gens ont découvert qu'il était possible de vivre des non-mixités sécuritaires où l'on se sent inclus-es et à l'aise d'intervenir. Certaines personnes ont exprimé le fait qu'elles se reconnaissent davantage dans l'expression DSGA (Diversité Sexuelle, de Genre et d'Affectivité) que dans l'expression LGBT (Lesbiennes, Gais, Bisexuels et Trans), car elle était plus englobante et ne se limitait pas qu'à l'orientation sexuelle. La grande conclusion de cette discussion fut qu'une véritable inclusivité nécessite d'expérimenter de nouvelles formes organisationnelles et de penser la lutte autrement, comme en redéfinissant la non-mixité pour en faire un outil politique inclusif et non-discriminatoire. Il est apparu comme étant très clair que nous aurions avantage à repenser la notion de *safer space* dans nos communautés, nos assos, et nos espaces de réflexion politique.

La troisième et dernière question interrogeait les participants et les participantes sur la prochaine étape. Plusieurs idées d'actions ont émergé, très fortement inspirées par le documentaire « Et ta Sœur... », les échanges avec Sœur Mystrah et les actions entreprises par les Sœurs de la Perpétuelle Indulgence. Déjà, la majorité des participants et participantes ont voulu joindre le comité à titre de collaborateurs et de collaboratrices. C'est avec enthousiasme qu'a été exprimé la volonté de mettre en place un service d'aide légal pour les personnes issues de la diversité sexuelle, de genre et d'affectivité, de revendiquer des caucus non-mixtes diversifiés, de faire une campagne de lutte contre le VIH et les ITS, d'offrir des espaces de réflexions et de formation, de réfléchir à des façons de faire des instances de l'ASSÉ des *safer space*, de revendiquer des toilettes non-genrées et d'assurer un réseautage entre les divers comités de diversité sexuelle, comités LGBT ou comités queer sur les divers campus.

RECOMMANDATIONS

La fin de semaine de réflexion s'est avérée riche en discussions, échanges, partages et rencontres. Des questions cruciales y ont été abordées et des pistes de solutions ont été mises de l'avant. Cependant, il ne s'agit que des premiers pas. Toutefois, le Comité ad hoc sur la Diversité Sexuelle, de Genre et d'Affectivité croit être en mesure de faire les recommandations suivantes au Congrès de l'ASSÉ :

- Inclure un troisième groupe lorsque les caucus non-mixtes sont sexués et mieux définir la non-mixité employée.
- Inclure des toilettes non genrées dans les événements et instances de l'ASSÉ.
- Inclure un service d'aide légal pour les personnes issues de la diversité sexuelle, de genre

et d'affectivité en processus de changement de nom ou de mention de sexe, qui ont des problèmes de statut d'immigrant, etc.

- Inclure un local entièrement dédié au "safer space" lors des évènements et instances de l'ASSÉ où peuvent se réfugier ceux et celles qui vivent un malaise ou une oppression.

Nous croyons également qu'il serait pertinent de renouveler l'existence de notre comité pour un an, dans la perspective d'en faire un comité permanent si l'intérêt des gens est suffisamment grand pour survivre une année. Nous souhaiterions que notre mandat soit élargi et comprenne la promotion de la santé sexuelle sur les campus, la promotion et la défense des droits des personnes issues des minorités sexuelles, de genre, et d'affectivité, ainsi que la coordination et le réseautage des groupes ou comités locaux œuvrant en ce sens.

Solidairement,

Le Comité ad hoc sur la Diversité Sexuelle, de Genre et d'Affectivité

Lettres de candidature - Comités

Comité de mobilisation

Candidature de Benjamin Gingras pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ

Reçue le 30 mars 2014

Bonjour à toutes et à tous,

Je me surprends moi-même en soumettant ma candidature pour le comité de mobilisation de l'ASSÉ. Cette décision résulte de plusieurs interrogations sur mon militantisme et mon implication à l'ASSÉ.

Le mandat que j'ai accompli sur l'exécutif de l'ASSÉ m'a grandement plu, et je suis encore très motivé à continuer à m'impliquer dans ce milieu. La raison pour laquelle je ne sollicite pas de nouveau mandat sur l'exécutif est très simple : il est impossible pour moi de continuer à ce rythme sans risquer de sérieusement compromettre mon parcours académique. Un doc en psychologie étant déjà très long, je ne veux pas le prolonger davantage. En m'impliquant sur un comité, je crois pouvoir trouver un compromis entre mes contraintes académiques et mon désir de continuer à m'impliquer dans l'aile combative du mouvement étudiant.

Bureaucrate par excellence et un peu timide, j'avoue ne pas avoir fait énormément de travail sur le terrain au cours de l'année 2013-2014. Cependant, j'ai pris goût au travail de mobilisation, et je crois pouvoir contribuer de façon significative. Tout particulièrement, l'ASSÉ ayant bientôt plus de 3 200 membres provenant des campus anglophones, je crois que je peux assurer un lien plus direct entre l'équipe nationale et les associations étudiantes à Concordia, McGill, Dawson, et peut-être même Vanier et Marianopolis.

Si le Congrès décide de se diriger vers une prochaine grève générale illimitée, le travail colossal de mobilisation devra s'étendre à travers le Québec, au-delà des frontières langagières. Ainsi, je sou mets ma candidature pour pouvoir aider à mettre ce projet de l'avant.

Solidairement,

Benjamin Gingras

Candidature de Marc Boulanger pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ

Reçue le 11 avril 2014

Bonjour à vous, membres de l'ASSÉ,

La lettre suivante vous est présentée dans le but de vous annoncer mon désir de me présenter au comité Mobilisation de l'ASSÉ. Je suis présentement en petite pause de cours, ayant fini mon bacc en études cinématographiques à l'Université de Montréal en début de session d'hiver 2014, et j'attends actuellement les réponses aux diverses demandes de maîtrises que j'ai fait à l'UQAM et l'UdeM.

Depuis les grands événements de 2012, que ce soit à titre d'exécutant de mon association étudiante, où j'ai occupé le poste de coordonateur à la vie étudiante en 2012-2013 et le poste de la présidence, lors de la dernière année, ou à titre de simple militant-étudiant-citoyen, je me suis impliqué de diverses manières dans plusieurs groupes militants au sein de mon campus et fait beaucoup de mobilisation pour différentes causes et occasions notamment pour la grève contre le Sommet de l'éducation de février 2013 ainsi que pour la récente campagne dénonçant le processus de renomination du recteur Guy Breton de l'Université de Montréal, où divers moyens de pression, journée de grève le 24 février dernier, manifestations et actions de visibilité, ont été organisées. J'ai également fait brièvement partie du RUSH à l'Université de Montréal.

Je désire m'impliquer dans le comité mobilisation parce que je suis constamment à la recherche de projet stimulant et que rien ne peut jamais m'empêcher de faire de la mobilisation pour les choses qui me tiennent à cœur. Agir à l'échelle nationale serait un beau défi que je suis prêt à affronter avec enthousiasme et sans craintes. Mes dernières années d'implication en un territoire hostile à toute forme de mobilisation et de contestation comme l'est l'Université de Montréal m'ont donné toute la détermination qu'il me faut pour oeuvrer au sein de ce comité.

N'hésitez pas à venir me poser vos questions ou juste à me venir me faire la conversation. Je suis du genre assez sympathique aussi.

Solidairement,

Marc Boulanger

Candidature de Jean-François Proulx pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ

Reçue le 11 avril 2014

Bonjour à toutes et à tous,

Par cette lettre, je souhaiterais vous signaler mon intérêt à m'impliquer au sein du comité de mobilisation de l'ASSÉ. Je suis présentement en deuxième année au baccalauréat en sociologie à l'UQAM et j'y serai encore l'an prochain.

Mon implication au sein des associations étudiantes s'est fait depuis mon entrée au Cégep Lionel-Groulx en 2006, dans un jadis creux de vague post-grève 2005. Depuis, j'ai eu la chance de m'impliquer sur plusieurs conseils exécutifs universitaires, notamment sur celui d'anthropologie 1er cycle de l'Université de Montréal en 2010-2011, en tant que secrétaire exécutif, ainsi que sur l'exécutif de sociologie premier cycle de l'Université de Montréal en 2012-2013, à titre d'externad-adjoint. C'est davantage en 2012 que mon implication militante s'est accrue. J'ai notamment pu m'impliquer dans la mobilisation à l'échelle locale lors de la grève, ainsi que contre le sommet de l'éducation en 2013. L'année actuelle en fut une de transition pour moi, puisque j'ai décidé quitté l'Université de Montréal pour rejoindre l'UQAM. C'est en tant que délégué à l'information et à la vie politique que j'ai pu y découvrir des nouvelles facettes de la mobilisation étudiante.

La raison pour laquelle j'aimerais m'impliquer dans le comité de mobilisation de l'ASSÉ vient d'un questionnement plutôt récent. Je suis curieux et il m'apparait intéressant de m'impliquer au national après plusieurs années passées au local. Avec l'expérience que j'ai pu acquérir tout au long de mon implication militante, je crois être en mesure de mettre l'épaule à la roue au sein de comité de mobilisation. De plus, je suis convaincu qu'une forte implication est essentielle de la part de tous et toutes les camarades afin que le mouvement étudiant reparte de plus belle dans les années qui suivront. Finalement, je crois avoir en ma disposition deux éléments utiles à toute mobilisation: du temps et de la motivation.

Je suis disposé à répondre à toute question!

Solidairement,

Jean-François Proulx

Candidature de Thierry Beauvais Gentile pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ

Reçue le 13 avril 2014

Aux membres de l'ASSÉ,

J'écris cette lettre de candidature pour le comité de mobilisation en gardant à l'esprit ma relative nouveauté au sein de l'ASSÉ. Je suis membre d'une association affiliée à l'ASSÉ depuis une année seulement après avoir changé d'établissement pour étudier en musique. Au cours de cette année, j'ai occupé le poste de coordonateur externe au Syndicat Étudiant du Cégep Marie-Victorin et été délégué aux diverses instances de l'ASSÉ et j'ai beau avoir aimé mon expérience, c'est l'aspect froid et bureaucratique de cette implications, en plus de quelques questionnements sur l'ASSÉ qui m'ont orienté vers le comité mobilisation.

Je suis autant passionné par nos enjeux de sociétés que par la musique, j'ai donc envie de retrouver un rapport direct à mon militantisme. De plus, comme plusieurs, je tiens à m'assurer que l'ASSÉ se maintienne au niveau des implications concrète de la démocratie directe dont elle se réclame. Pour moi, malgré les importantes discussion à avoir sur nos structures dans ce sens, le meilleur moyen de préserver une démocratie saine est de maintenir une mobilisation solide de la base. La saineté du rapport démocratique sera toujours difficile à obtenir sans grande mobilisation peu importe l'ingéniosité de nos structures alors que des petites lacunes de ses structures importe moins si la participation de la base dans celles-ci est forte.

J'ai une expérience directe de quelques secteurs qui représentent un défi de mobilisation à mon avis. Mon premier Cégep fut Champlain College et je suis toujours stimulé par le défi d'intégrer les étudiantEs anglophones dans les luttes de l'ASSÉ. J'ai aussi commencé à m'impliquer politiquement aussi tôt qu'au secondaire, un milieu qui pourrait recevoir plus d'aide de notre part. Finalement, et de façon générale j'espère aussi venir au comité mobilisation avec cette idée que les cégepienNEs ont autant d'importance dans notre lutte puisqu'ils et elles sont souvent plus silencieux et silencieuses dans les instances et qu'ils et elles posent un défi un peu plus grand de sensibilisation à leur arrivée du secondaire. Je suis pardessus tout excité par cette nouvelle aventure.

N'hésitez pas à me contacter pour tout questionnement,

Thierry Beauvais Gentile

Candidature de Fabrice Forest pour le Comité de mobilisation de l'ASSÉ

Reçue le 22 avril 2014

Appuyée par l'AECS

Bonjour à vous, camarades militantes et militants

Par la présente, je souhaite présenter ma candidature au sein du comité mobilisation de l'ASSÉ. Je complète présentement mon DEC en Sciences naturelles au Cégep de Sherbrooke, où je suis coordonateur au MOB de l'AECS. À l'automne prochain, je débuterai mon BACC en biologie à l'Université de Sherbrooke au sein de l'AGES.

Mon militantisme a commencé avec la création de l'*Occupons Rimouski*, et s'est vite poursuivie avec l'arrivé du Printemps Érable. Bien que n'étant pas en grève illimitée, puisque j'étudiais à l'IMQ, je me suis tout de même grandement impliqué dans les manifestations et les actions ayant lieu à Rimouski.

Après un hiatus d'une session en arrivant à Sherbrooke, j'ai commencé à m'impliquer au MOB de l'AECS à la session d'hiver 2013, notamment par rapport au Sommet sur l'Éducation. Cette session fut parsemée d'autres luttes tel que le référendum de désaffiliation de la FEUS ainsi que des luttes locales. J'occupe le poste de coordonateur du MOB de l'AECS depuis mai dernier.

Toujours prêt à faire des actions directes, j'ai commencé à travailler au rétablissement de liens entre diverses associations étudiantes, auparavant membres de la MASSE. Faire partie du comité mobilisation de l'ASSÉ me donnerait ainsi les moyens de poursuivre ce projet en incluant encore plus d'associations, non-membres, de la région. De plus, je suis très motivé face aux défis que la possible mobilisation offensive des prochaines années pourrait m'apporter.

N'hésitez pas à me contacter si vous avez quelconques questions... ou actions

Puisque l'éducation est un droit,

Fabrice Forest

Comité journal

Candidature de Emanuel Guay pour le Comité journal de l'ASSÉ

Reçue le 12 avril 2014

Camarades,

Je vous fais part, par la présente lettre, de ma volonté de m'impliquer plus activement dans le Comité Journal de notre association, en devenant un membre à part entière de cette instance plutôt qu'un collaborateur ponctuel (comme cela est le cas présentement). Je suis un étudiant en sociologie de l'Université Laval et membre de l'ASSÉ par l'entremise du RÉsul. J'ai une certaine expérience du journalisme en milieu étudiant, ayant coordonné le journal étudiant du Cégep Lévis-Lauzon (*Tous pour un*) durant 18 mois et ayant cofondé *Horizons Sociaux*, le journal de l'Association des étudiant-e-s en Sciences Sociales (AÉSS) à l'UL. Je me suis impliqué activement dans le mouvement gréviste au Cégep Lévis-Lauzon en 2012 et suis présentement coordonnateur général de l'AÉSS. J'estime par conséquent être un candidat intéressant pour le Comité Journal de l'ASSÉ, étant à la fois un militant convaincu et une personne fiable, qui remplit les tâches qui lui sont imparties. Si je suis admis dans ce comité, je ferai de mon mieux pour que les éditions de *l'Ultimatum* représentent bien les enjeux qui nous préoccupent et pour que les articles qui y seront publiés soient de qualité, tant au niveau de la forme que du contenu. J'espère donc que ma participation au Comité Journal contribuera à la réputation de l'ASSÉ comme instance de représentation étudiante combative avec un poids significatif dans l'espace public.

En espérant que ma candidature soit dûment considérée,

Emanuel Guay

Candidature de Gabrielle Bellemare pour le Comité journal de l'ASSÉ

Reçue le 22 avril 2014

Camarades, ami-e-s,

suite à mon premier mandat sur le comité journal de l'ASSÉ, je suis critique du travail que nous avons accompli. Par contre, je crois qu'avec l'expérience que j'ai acquise au cours de l'année, je suis encore plus outillée à aider le comité, composé en grande partie de nouvelles et de nouveaux.

Je suis militante dans le mouvement étudiant depuis 2011. J'étudie présentement au Cégep@distance et serai étudiante en Technique d'Éducation Spécialisée au Cégep du Vieux-Montréal en automne. Je peux vous assurer que je trouverai le temps et l'énergie pour travailler au comité journal, puisque mes sessions seront allégées par le fait que j'ai complété l'ensemble de mes cours de formation générale au cours des 3 premières années de mon DECTorat.

Vive les logiciels libres!

Gabrielle Bellemare

Membre de l'AGECR- Future membre de l'AGECVM

Candidature d'Émilie Gagné pour le Comité journal de l'ASSÉ

Reçue le 22 avril 2014

Salut à toutes et à tous,

c'est avec entrain que je vous sou mets ma candidature pour le Comité Journal de l'ASSÉ. Comme sûrement bien d'autres, j'ai commencé à militer activement dans cette grande période d'ébullition qu'a été la GGI de 2012. Dès mon premier conseil de grève, j'ai eu la piqûre et je n'ai pas arrêté depuis. C'est donc au Cégep de Maisonneuve que commence mon parcours. Suite à la grève, je me suis présentée comme ajointe aux relations externes sur l'exécutif et j'ai, avec quelques autres militantEs, participé à ressusciter le Comité Femmes de notre association. L'année suivante, j'ai été élue déléguée aux affaires externes, poste que j'occupe actuellement au sein de l'exécutif de la SOGÉÉCOM. Je m'implique également au sein de notre comité de mobilisation et je fais partie du comité de négociations dans notre lutte locale pour obtenir une entente asso-collège.

J'ai collaboré à deux reprises à l'écriture d'articles pour l'*Ultimatum* et c'est donc en tant que membre de ce comité que j'aimerais maintenant m'impliquer activement. L'*Ultimatum* est un organe de communication important afin de diffuser largement les débats et les positions de l'ASSÉ à toute la communauté étudiante. Le journal doit être porteur des intérêts, des questionnements et des préoccupations de cette communauté afin d'alimenter les réflexions de toutes et tous et afin de les faire grandir. Ainsi, il s'agit pour moi de fournir à tous les étudiants et à toutes les étudiantes un outil de mobilisation au contenu diversifié, pertinent et de qualité.

Je suis consciente de la charge de travail que tout cela représente, mais je suis prête à m'embarquer dans cette aventure au meilleur de mes capacités. J'espère sincèrement que vous m'accorderez votre confiance.

Solidairement,
Émilie Gagné

Candidature d'Élisabeth Meunier pour le Comité journal de l'ASSÉ

Reçue le 22 avril 2014

Bonjour, je me nomme Élisabeth Meunier. je pose ma candidature sur le comité journal de l'ASSÉ.

Je souhaite m'impliquer pour le graphisme et la mise en page des journaux. Je considère avoir les capacités requises pour le poste. J'ai été, cette année, rédactrice en chef du *trait d'Union*, le journal étudiant du collège Maisonneuve. De plus, je compte poursuivre mes études en design graphique à l'UQAM.

Je n'utilise que des logiciels libres pour tout ce qui est relatif à la mise en page et au traitement d'image.

Merci beaucoup.

Élisabeth Meunier
Membre de la SOGÉÉCOM

Comité femmes

Candidature de Aleksandra Pelletier pour le Comité femmes de l'ASSÉ

Reçue le 11 avril 2014

Bonjour à tous et toutes,

Cette lettre est pour faire part de l'intérêt et l'enthousiasme qui me poussent à soumettre ma candidature pour le comité femmes de l'ASSÉ pour l'année 2014-2015.

Je suis présentement à la maîtrise en Sciences de la communication, option politique à l'Université de Montréal et je commence la rédaction de mon mémoire cet été.

Je milite au sein de divers comités sur le campus de l'UdeM depuis plus de quatre ans maintenant, dont le Campus féministe et le comité femmes du RUSH (deux comités qui n'existent malheureusement plus). De plus, je viens de terminer mon mandat au sein du comité permanent sur le statut de la femme (CPSF) de l'Université de Montréal.

Dans le passé, j'ai pu co-organiser un festival de films féministes, des journées de réflexion concernant les violences faites envers les femmes et autres activités, plus militantes cette fois, à saveur féministe sur le campus.

Récemment, des camarades et moi-même avons organisé le tout premier colloque féministe à l'UdeM intitulé *Le féminisme prend sa place à l'UdeM*. Cet événement fut tout un succès, ce qui nous pousse à l'organisation d'un second colloque pour l'année scolaire qui s'en vient.

Mon terrain de lutte, comme vous pouvez sans doute le voir, c'est l'Université de Montréal qui, par sa conjoncture actuelle, pose énormément de problèmes. La survalorisation d'un 'féminisme' carriériste qui ne fait que jeter de la poudre aux yeux quant à la situation actuelle du (des) féminisme(s) et les pratiques sexistes alimentées par une culture associative problématique sont quelques réalités qui alimentent le désir ardent de continuer à m'impliquer. Ces problèmes ne sont pas propres au campus udemien cependant, car les pratiques sexistes, qu'elles soient subtiles et sournoises ou visibles et banalisées, se font ressentir dans plusieurs sphères de la vie quotidienne.

Dès lors, l'intérêt que je porte pour le comité femmes de l'ASSÉ se traduit par la volonté d'apporter mon vécu, théorique et pratique, au niveau interassociatif afin, d'une part, promouvoir le plus d'activités possibles dans une optique féministe, mais surtout, afin d'alimenter de précieuses réflexions au sein de l'association. Que ce soit par des journées de réflexion sur des questions spécifiques ou par la mobilisation un-e à un-e, la pluralité des enjeux féministes demande une conscientisation soutenue.

N'hésitez surtout pas de me contacter si vous avez des questions.

Solidairement,

Aleksandra Pelletier
aleksandra.pelletier@gmail.com

Candidature de Myriam Leduc pour le Comité femmes de l'ASSÉ

Reçue le 23 avril 2014

Bonjour à toutes et à tous,

Par la présente je dépose ma candidature sur le comité femmes de l'ASSÉ pour la seconde fois. J'ai essayé de retrouver la lettre que j'ai écrite il y a deux ans maintenant, mais ce fut un échec. J'ai essayé de la retrouver parce que je pense que mes objectifs restent inchangés, que le travail à faire reste aussi grand et que mes motivations sont sensiblement les mêmes.

Je continue donc de penser que le rôle du comité femmes national est non seulement d'exercer un rôle de mobilisation populaire à travers la création de matériel d'information, à travers la mise sur pied d'ateliers et de camps de formation féministes mais plus encore, son rôle est de consolider les comités femmes locaux et d'aider à la mise sur pied de nouveaux comités femmes pour permettre à ce discours féministe que nous construisons ou que nous nous approprions de dépasser nos structures militantes et nationales. (C'est l'éternel combat du comité, je sais, mais c'est sans doute le plus important !)

Il reste du chemin à faire autant à l'intérieur de nos structures, qu'à l'extérieure de celles-ci. Cette année, on a ajouté un septième principe à la liste des principes de l'ASSÉ, celui d'un féminisme combatif visant l'abolition du système patriarcal et il est maintenant temps de travailler en ce sens. Tenter de mettre la lutte féministe de l'avant, même au sein de structures progressistes, reste un défi de taille que des femmes tentent de relever chaque année à l'ASSÉ. Cette année, si vous le voulez bien, ce sera en partie mon tour.

Pour ceux et celles qui ne me connaissent pas j'ai commencé à m'impliquer à l'ASSÉ pendant la grève générale de 2012 alors que j'étais étudiante à Valleyfield, je m'impliquais alors au comité mobilisation. J'ai par la suite fondé le comité femmes du Collège avec l'aide de camarades motivées. Après avoir mené quelques luttes au local, je me suis présentée sur le comité femmes de l'ASSÉ en automne 2012. Pendant la dernière année, je me suis investie dans certains projets à l'extérieure des structures étudiantes, mais j'ai maintenant envie de faire un retour.

Si vous avez des questions, gênez-vous pas !

Myriam Leduc

Étudiante en Histoire, culture et société, présentement membre de l'AFESH-UQAM

Candidature de Jeanne Reynolds pour le Comité femmes de l'ASSÉ

Reçue le 23 avril 2014

Camarades,

par cette lettre je souhaite déposer ma candidature au comité femmes de l'ASSÉ pour la prochaine année. Je suis présentement étudiante en Histoire, cultures et sociétés à l'UQAM depuis maintenant deux ans. Mon implication militante a commencé au Cégep de Valleyfield lors de l'année 2011-2012 dans la foulée de la mobilisation locale pour la grève. Je me suis ensuite, pendant cette même année, impliquée au sein du comité média où j'ai notamment été confrontée à des dynamiques sexistes d'une part au niveau médiatique, mais également au sein de l'organisation. Cette expérience a pour moi été une prise de conscience féministe qui m'a menée à pousser ma réflexion sur la question. J'ai par la suite occupé le poste de secrétaire aux affaires internes sur le conseil exécutif de l'ASSÉ et finalement me suis impliquée cette année sur le comité formation. La volonté de m'impliquer sur le comité femmes a surgi suite au camp de formation à Sherbrooke lorsque des femmes, suite à des caucus sur la violence sexuelle, ont interrompu le déroulement d'un atelier pour manifester leur solidarité féministe et réaffirmer la nécessité de lutter contre le patriarcat pour mettre fin à ces violences systémiques. Cette action m'a particulièrement touchée et m'a donnée envie de continuer à m'impliquer à l'ASSÉ pour construire un rapport de force féministe au sein de l'organisation et soutenir les étudiantes dans leur prise de conscience féministe, comme je l'ai vécu. Bien que je rejoins plus les positions théoriques du féminisme matérialiste, je voudrais également profiter de mon passage sur le comité femmes pour en apprendre davantage sur les expériences diverses des autres femmes, ce qui pourra également faire cheminer mes réflexions. Je n'ai en ce sens pas de problèmes à travailler avec des gens de différentes tendances politiques, ce qui constitue selon moi une grande force de l'ASSÉ. Bref, si vous avez de plus amples questions, vous pouvez toujours me rejoindre via ce courriel.

Solidarité,
Jeanne Reynolds

Candidature de Kelly Desruelle pour le Comité Femmes de l'ASSÉ

Reçue le 23 avril 2014 à 20h07

Heure limite de réception des candidatures 23 avril 9h30

Bonjour à toutes et à tous,

Je fais ici une première candidature pour le comité femmes de l'ASSÉ. Je suis présentement au Collège de Valleyfield à titre d'étudiante en sciences humaines et représentante de l'AGÉCoV au poste de secrétaire des affaires pédagogiques. C'est au cours de mon année en tant qu'exécutante que j'ai découvert les enjeux féministes. J'ai pu assister à plusieurs camps de formation, dont celui exclusif sur le féminisme. C'est ainsi que j'ai décidé de repartir le comité femmes créée l'année précédente par des féministes, comité qui était éteint dû à leur graduation pour l'université. J'ai eu l'occasion d'en apprendre beaucoup sur les enjeux féministes, découvertes qui ont en fait changé ma vie. Parce que la compréhension de l'amplitude des rôles sociaux et des pressions sociales dont nous, femmes, sommes victimes tous les jours, ne m'a que fait réaliser que j'avais une autre nouvelle bataille à mener : celle contre le patriarcat.

Cependant, mon parcours au cégep tire à sa fin et je me suis inscrite en Droit et Relations Internationales pour la session d'automne 2014 à l'UQAM. J'aimerais pouvoir rejoindre le comité Femmes de l'ASSÉ car je pense que la mobilisation, sous toutes ces formes possibles, est essentielle pour créer et consolider les mouvements féministes. J'aimerais pouvoir, si vous le voulez bien, m'impliquer et lutter aux noms de toutes les femmes contre le patriarcat. Établir un rapport de force aux seins des groupes féministes et conscientiser les étudiantes comme des femmes ont su le faire avec moi me semble être essentiel, tout autant que de rappeler l'importance de lutter contre le patriarcat et l'antiféminisme.

En outre, je suis ouverte aux opinions dissidentes, permettant ainsi une bonne intégration au sein de l'ASSÉ ; et très motivée. Finalement, n'hésitez pas à me joindre à cette même adresse pour toutes questions.

Sincèrement,
Kelly Desruelle

Comité aux luttes sociales

Candidature de Dominique Boisvert pour le Comité aux luttes sociales

Reçue le 10 avril 2014

Camarades et ami·e·s,

C'est avec enthousiasme que je vous sou mets par la présente ma candidature au comité aux luttes sociales.

En raison de la manière dont s'est terminée la grève de 2012, je crois que les deux dernières années ont été relativement difficiles tant sur le plan personnel qu'au niveau du militantisme pour plusieurs d'entre nous. Cependant, grâce aux efforts des militantes et des militants de tous horizons, l'épuisement s'est muté en indignation puis en colère et j'ai l'impression qu'on peut de nouveau regarder vers l'avant.

La mobilisation récente contre l'austérité économique ainsi que face au cirque électoral montre bien que les efforts de 2012 n'auront pas été vains et que nous disposons collectivement des moyens de poursuivre voire même de gagner nos luttes à venir. Je pense qu'il faut continuer de miser sur nos forces : le syndicalisme et le féminisme de combat, la démocratie directe, l'analyse radicale des enjeux sociaux et économiques, la mobilisation de masse.

Dans cette perspective, l'année prochaine sera sans doute cruciale pour les luttes sociales à l'ASSÉ. En effet, la lutte dans laquelle nous inscrivons nos revendications ne pourra pas se faire sans le soutien des travailleurs et des travailleuses, des personnes oeuvrant dans le milieu communautaire ou de nos camarades autochtones. Elle ne pourra pas se faire en vase clos. Nous avons consolidé nos bases, nous devons maintenant nous assurer de pouvoir être solidaires et de pouvoir compter sur la solidarité de toute la population.

Voilà maintenant plus de 10 ans que j'oeuvre dans le mouvement étudiant et syndical, tantôt en tant qu'exécutant, tantôt comme militant. J'ai vraiment beaucoup évolué à force de côtoyer mes camarades et de me heurter à la mauvaise foi de diverses institutions (et personnes). Je pense être mûr pour travailler au sein de l'ASSÉ et pour tenter de solidifier nos appuis auprès des groupes qui partagent nos valeurs. Ce sera sans doute une énorme tâche, mais je suis confiant qu'avec l'aide de mes camarades nous y arriverons.

Je suis présentement membre de l'Association des Étudiant·e·s de Musique de l'Université de Montréal (AÉMUM) et je travaille comme permanent administratif à la Société Générale des Étudiantes et Étudiants du Collège de Maisonneuve (SOGÉÉCOM). À compter de l'automne je travaillerai à temps partiel et je compte ne prendre qu'un ou deux cours à l'université je serai donc disponible presque en tout temps pour me consacrer à l'ASSÉ. Si vous avez des questions sur mon parcours militant, sur ma personne en générale ou que vous désirez seulement me rencontrer : n'hésitez pas à m'écrire, je serai très heureux de vous répondre.

Solidairement,
Dominique Boisvert
Membre de l'AÉMUM

Candidature de Alex Ferraz pour le Comité aux luttes sociales de l'ASSÉ

Reçue le 12 avril 2014

Étudiants et étudiantes,

C'est avec un certain plaisir que je vous sou mets ma lettre de candidature au comité aux luttes sociales. Toutefois, avant de commencer ma présentation, j'aimerais m'entretenir de ma conception de la lutte sociale et de l'éducation.

L'éducation est le moteur des luttes sociales. Au travers de l'éducation populaire, il est possible de constituer une véritable culture de résistance qui a pour effet d'entrer en contact, pour ne pas dire en conflit, avec la culture hégémonique qui permet d'imposer et de reproduire les inégalités sociales. Chaque argument déployé, chaque mensonge déconstruit, a pour effet d'amoin drir la structure qui soutient l'austérité. Mais cette culture se construit tout autant entre les murs de nos associations qu'à l'extérieur de ceux-ci. La lutte étudiante concerne de multiples enjeux. C'est que nous ne sommes pas qu'étudiants et étudiantes, nous vivons dans de multiples communautés : féministes, parents, homosexuels, queers, autochtones, immigrant-e-s, handicapé-e-s, sans emploi, et bien d'autres. Chacune de ces communautés forme des noyaux de résistance, des cultures qu'il faut examiner et surtout disséminer.

Si je me permets cette longue description, c'est que je crois que la force du mouvement étudiant n'a jamais été son combat pour les frais de scolarité. Lorsqu'on regarde la grève de 2012, ce qui a marqué les esprits ce n'est pas la question de la facture, c'est plutôt cette pluralité de discours que je parlais plutôt. Soudainement, la parole était libérée, elle circulait librement et créaient de nouvelles communautés, de nouvelles manières d'agir et de voir le monde. Nous avons alors vu la population venir manifester avec nous, ou encore expérimenter la démocratie directe au travers d'assemblées populaires. Et l'effet ne s'est pas fait ressentir que d'un seul côté, car les étudiants et étudiantes ont alors été interpellé-e-s par diverses causes sociales. La force de notre lutte a été cette politisation. Cette année, encore, l'ASSÉ a su ramener à la surface du débat politique, si nous pouvons appeler cela ainsi, des enjeux ignorés par de nombreux partis politiques. À mon sens, il faut continuer dans cette voie.

Un regard sur la politique fédérale ou provinciale nous laisser prévoir que l'austérité sera à la mode. Face au déluge de coupe et de privatisation, il faut commencer à mobiliser tout autant la population étudiante que la population en générale afin de pouvoir résister et rester solidaire. C'est pourquoi j'ai envie de m'impliquer. Pour ce faire, je crois qu'il est nécessaire de renforcer nos liens avec divers groupes sociaux. Il est nécessaire de partager nos luttes et nos expériences.

Qui suis-je? Une ombre du mouvement étudiant. Mon premier contact avec le militantisme commence il y a plus de 10 ans, lors de la manifestation contre la guerre en Irak. J'essayais de comprendre le monde

à partir de cette première interpellation. Peu à peu, je m'impliquais, toujours sommairement, dans quelques causes. J'étais le militant qui passait des tracts ou collait des affiches. Ensuite, il y a eu la grève de 2005, où, encore une fois, j'appris à voir le monde autrement. J'évoluais ainsi pendant longtemps. La grève de 2012 n'a fait que confirmer mon désir pour la justice sociale. Et j'ai envie de continuer.

Je suis présentement membre de l'association Mouvement des Étudiant-e-s De l'Interactivité, de l'Image Animée et Sonore (MÉDIAS). Actuellement, je poursuis l'écriture de mon mémoire, ce qui m'offre l'avantage d'avoir du temps pour m'impliquer. N'hésitez pas à communiquer avec moi si vous souhaitez avoir plus d'information sur mon parcours.

Solidairement,

Alex Ferraz

Membre de MÉDIAS

Alex.ferraz.morais@hotmail.com

Candidature de Nathaniel Oliveri-Pilotte pour le Comité aux luttes sociales de l'ASSÉ

Reçue le 16 avril 2014

Appuyée par l'Association Générale Étudiante du Cégep André-Laurendeau (AGÉCAL)
et Marie Masella (du comité Luttes Sociales)

Salutations camarades de l'ASSÉ!

Je vous présente aujourd'hui ma candidature pour le comité « Luttes Sociales » (oui, oui, sinon je n'écrirais pas ce texte)! Étudiant en sciences humaines au Cégep André-Laurendeau depuis 2011, je ne suis pas à l'école cette session, mais j'y retourne dès l'automne prochain.

J'ai pris activement part à la grève, où j'ai débuté dans le mouvement étudiant. Ne désirant pas la fin de cette contestation populaire, j'ai cofondé le comité de mobilisation socio-politique « Action Étudiante (AÉ) » et je me suis impliqué dans le comité indépendantiste, avant d'être élu comme délégué à la mobilisation de l'AGÉCAL. J'ai participé à trois camps de formation de l'ASSÉ, un Congrès et quelques CRAM, je vous connais depuis le début de mon implication étudiante. Avec ma pause actuelle, j'ai aussi commencé à m'impliquer dans une bibliothèque de rue auprès d'enfants défavorisé-e-s d'Hochelaga (et je suis encore quelque peu présent au sein de l'AGÉCAL).

À mes yeux, le comité Luttes Sociales et ses causes sont trop absent-e-s des efforts militants de l'ASSÉ. D'abord, il manque incontestablement une vision écologique plus présente et radicale : c'est une lutte des plus importantes, des plus capitales... Réellement, si l'on ne peut plus respirer dans le smog (euh l'air), l'on ne pourra plus y étudier! Les liens entre les luttes autochtones et environnementales (du Nord et de l'Est, principalement) et celles des étudiants et des étudiantes doivent absolument se tisser d'une façon plus solide et concrète. De même que ceux avec les organismes communautaires et les divers mouvements sociaux! La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services sociaux devrait être plus présente dans les rues et les points stratégiques (Hydro-Québec, banques, Loto-Québec et cetera) afin de « perturber l'ordre public ».

Pour moi, l'ASSÉ est aussi une excellente façon de « militantiser » les masses estudiantines et devrait, à l'aide des instances extrêmement stratégiques que peuvent être les Conseils Régionaux, travailler ardemment à la communication nationale, régionale et locale.

Solidairement,
Nathaniel Oliveri-Pilotte

Candidature d'Hadrien Daignault-Roy pour le Comité aux luttes sociales de l'ASSÉ

Reçue le 20 avril 2014

Appuyée par

Par la présente, je sou mets ma candidature au comité aux luttes sociales. Je milite présentement à la SOGÉÉCOM où je suis élu délégué à la mobilisation depuis septembre 2013. Avant mon implication au collégial, j'ai participé en 2012 à la mise sur pied d'une coalition d'associations étudiantes du secondaire (L'alliance des jeunes engagés du secondaire) qui avait comme mandat de coordonner les votes de grève pour les manifestations nationales de la CLASSE.

Je souhaite m'impliquer activement au sein du comité aux luttes sociales car j'estime que le développement d'un réseau d'action et de collaboration avec différentes organisations syndicales, sociales et communautaires progressistes est essentiel pour mener les luttes mises de l'avant par l'ASSÉ. Je considère que les luttes des étudiantEs et des travailleuses et travailleurs sont intrinsèquement liées. La renégociation des conventions collectives de la fonction publique et parapublique, qui permettrait à bon nombre de travailleuses et travailleurs d'entrer légalement en grève en 2015, serait une occasion extraordinaire de faire front commun vers une grève sociale contre l'austérité néolibérale.

Je suis également conscient que la marchandisation du savoir et le système néolibéral affecte, à différents niveaux, la plupart des étudiantEs de la planète. Une constante mise à jour des informations sur les mouvements étudiants internationaux ne peut donc que nous être utile pour nos luttes locales.

Je crois avoir l'intérêt et le temps de remplir les tâches affectées au comité aux luttes sociales au meilleur de mes capacités !

Solidairement,
Hadrien Daignault-Roy, Membre de la SOGÉÉCOM

Comité à la recherche et aux affaires académiques

Candidature de Samuel-Élie Lesage pour le Comité à la recherche et aux affaires académiques de l'ASSÉ

Reçue le 10 avril 2014

Hello camarades !

Je vous soumetts cette lettre pour vous informer de mon intention de me présenter une deuxième fois sur le comité à la recherche et aux affaires académiques. Pour celles et ceux qui ne me connaissent pas, je termine cette session mon baccalauréat en philosophie et je commencerai ma maîtrise dans la même discipline dès l'automne prochain. Dès que je suis arrivé et que j'ai commencé à travailler sur l'argumentaire annuel, et tout au long de cette année, j'ai incroyablement appris, tant sur nos luttes et ce contre quoi nous luttons, que sur le militantisme, le féminisme et le travail avec d'autres collègues. Maintenant, je crois être bien mieux outillé pour réaliser ce qu'on attend du CRAA.

Je crois que le CRAA sera appelé à jouer un rôle important l'an prochain. Outre que nous devons voir ce qui arrive avec le fameux cours d'histoire au collégial et les résultats des chantiers du Sommet sur l'éducation, il faudra aussi que nous nous penchions sur ce que le gouvernement libéral entend faire dans le domaine de l'éducation postsecondaire, soit modifier les frais de scolarité des étudiantes étrangères et des étudiants étrangers pour qu'ils atteignent la moyenne canadienne et l'intention et encourager encore davantage le financement privé des entreprises. Nous aurons aussi à surveiller de très près la commission d'évaluation d'enseignement collégial (CEEC), qui teste en ce moment l'implantation de mécanismes d'assurance-qualité à travers de nombreux cégeps. Et bien entendu, il y aura sans doute bien d'autres sujets et enjeux sur lesquels nous devons nous pencher.

Personnellement, j'aimerais aussi réaliser une petite enquête sur l'accessibilité aux études pour les personnes handicapées ou ayant une déficience fonctionnelle qui nuit à leur bon cheminement. Le sujet me touche, puisque je me retrouve moi-même dans cette catégorie. Finalement, j'aimerais aussi faire le ménage dans l'incroyable paperasse au bureau. On y trouve une quantité ahurissante de textes, de documentations et de sources. S'il était possible de numériser tout cela et de créer une base de données où tous les comités de travail pourraient y trouver des informations, je crois que nous disposerions d'un outil très puissant pour accompagner notre travail.

Ça fait beaucoup de travail ! Cela étant dit, ça ne m'effraie pas, au contraire, ça me motive énormément. En fait, j'ai déjà hâte de m'y mettre.

Merci pour votre lecture ! On se voit au congrès ! D'ici là, bonne fin de session !

Samuel-Élie Lesage

Candidature de Hind Fazazi pour le Comité à la recherche et aux affaires académiques de l'ASSÉ

Reçue le 12 avril 2014

Bonjour à tous et à toutes!

Ça y est: après plusieurs mois de réflexion, je me lance et propose ma candidature sur le Comité à la recherche et aux affaires académiques. Je suis membre de l'exécutif de l'Association des Étudiantes et Étudiants Prégradué(e)s en Philosophie depuis plus ou moins 3 ans, et je suis (enfin!) en train de compléter mon tortueux Baccalauréat en philosophie et science politique. En septembre, je quitterai le Concept qu'est la ville de Québec pour me diriger à la maîtrise en philosophie à l'Université de Montréal.

Depuis le début de mon implication à l'ASSÉ en tant que déléguée de l'AGEEPP (aussi connue sous le nom de La Jeep), ma conception du militantisme a sensiblement évolué, notamment concernant les différentes manières de créer un rapport de force, l'importance de l'intersectionnalité dans les luttes, et la place centrale d'une réelle réflexion philosophique sur l'éducation (l'éducation supérieure en particulier) pour être en mesure de réellement la défendre. En ce sens, il est important à mes yeux de continuer à s'inscrire en acteurs centraux et actrices centrales de notre enseignement, en mettant de l'avant nos revendications pédagogiques de façon combative. C'est notamment à cause de ma prise de conscience de cette nécessité, en m'impliquant de façon critique dans les instances académiques de ma faculté et de l'université Laval, que l'envie m'est venue de poser ma candidature au CRAA. Le projet d'organiser une journée de formation sur les enjeux pédagogiques locaux et généraux me motive tout particulièrement!

En ce qui concerne l'aspect Recherche, j'ai à cœur de surveiller de près ce que compte faire le gouvernement libéral (et madame David en particulier...) fraîchement élu en ce qui concerne l'enseignement postsecondaire, notamment la hausse des frais de scolarité des étudiantes étrangères et des étudiants étrangers. Ces derniers et ces dernières ne sont pas de simples sources de financement que le Québec doit exploiter pour palier aux lacunes de son système de financement universitaire: ils et elles méritent une éducation de qualité, gratuite et accessible, et ce, sans discrimination aucune! Il est crucial de ne pas confiner cet enjeu à l'arrière plan, dans une perspective réellement solidaire et inclusive. Pour le reste, je m'engage à collaborer activement avec tous les membres et toutes les membres du CRAA pour suivre l'actualité avec attention et produire des recherches de qualité permettant de rehausser l'argumentaire de l'ASSE dans l'année à venir. Pour ceux et celles qui me connaissent, j'ai de l'énergie à revendre, je n'ai pas peur du travail, et j'aime le travail collectif et bien fait!

Si vous avez des questions, écrivez-moi :)

Solidairement,

Hind Fazazi

Candidature de Dominique Leblanc pour le Comité à la recherche et aux affaires académiques de l'ASSÉ

Reçue le 22 avril 2014

Bonjour camarades,

Je me présente Dominique Leblanc, pour ceux qui ne me connaissent pas, j'étudie présentement étudiant au cégep Edouard-Montpetit et je suis le vice-président aux affaires externes de l'AGECEM, ce qui m'a permis de fréquenter l'ASSÉ à travers les congrès, camps de formation et conseils régionaux.

Militant depuis 2012, j'ai toujours regretté de n'avoir pas été plus impliqué et surtout mieux informé lors du printemps érable. Bien que cette épopée m'a permis de m'éveiller socialement, un sourire traverse toujours mon visage lorsque je me souviens de mes encouragements envers la FECQ et la FEUQ, tellement plus "raisonnables" et moins violents que la CLASSE, de penser que le PQ serait un bon compromis, de penser que la police étant obligée de réprimer les "casseurs" si nuisibles à la cause. Maintenant, je vois plus clair, mais non parce que les médias ont changé leur discours, mais bien parce qu'on m'a informé, enseigné ou encore mobilisé. Tout cela est un bien grand détour pour vous exprimer mes motifs pour joindre le CRAA. Je crois fortement que l'« Ignorance est mère de tous les maux. », comme le disait Rabelais, et que j'ai été privilégié d'avoir pu quitter cette ignorance. Que cela soit dû à mon entourage ou à la curiosité qui pousse vers l'information, une chose est certaine, si on ne combat pas l'ignorance qui fait rage, si on ne fait que lutter sans informer, nous serons toujours perdants. Je crois que l'ASSÉ a compris cela depuis bien longtemps, le CRAA en est la preuve.

Bon, je ne crois pas que j'ai à me présenter plus particulièrement. La meilleure façon de me connaître reste de venir me parler au prochain congrès et il me fera plaisir de vous parler ! Bien sûr, j'imagine qu'il faut venter ses, après tout c'est une lettre de candidature. Je n'ai pas de capacités académiques exceptionnelles, mais les projets scolaires qui comprennent de la recherche documentaire ont toujours été ma force, en particulier quand cela touche des sujets que j'ai à cœur. En suivant cette logique, je suis persuadé que le CRAA saura m'en proposer une multitude. J'ai aussi pris l'habitude de toujours essayer de voir tous les côtés de la médaille, d'être le plus ouvert d'esprit possible, ce qui, je crois est le plus important pour une recherche objective et complète. Mon implication à mon association locale m'a aussi permis d'expérimenter beaucoup la mobilisation et cela sur différents sujets ; démocratie directe, lutte syndicale, grève, désaffiliation, etc. Je crois qu'une expérience de la mobilisation est primordiale pour un membre de CRAA étant donné que le matériel produit servira, avant tout, à la mobilisation.

Finalement, j'ai hâte de travailler sur ce comité et de participer de façon plus active au mouvement étudiant. Je ne sais pas encore exactement le temps dont je serai en mesure d'accorder au CRAA cet été, mais une chose est sûre je donnerai mon maximum.

Candidature de Jean-Daniel Goulet pour le Comité à la recherche et aux affaires académiques de l'ASSÉ

Reçue le 22 avril 2014

Bonjour à tous et à toutes,

Par la présente, je souhaite déposer ma candidature au Comité de Recherche aux Affaires Académiques (CRAA).

Le début de mon implication militante remonte à la fin de la Grève Générale Illimitée. Même si je n'ai pas pris part physiquement à ce mouvement social, je peux dire qu'il a vraiment eu un impact majeur sur ma façon de voir le monde. Si j'avais une certaine conscience citoyenne avant, la grève m'a permis de voir plus loin, de comprendre que c'est à nous de prendre les choses en main pour que notre monde change, sans attendre quoique ce soit de personne.

Dans cette optique, j'ai décidé de me présenter comme délégué aux affaires internes de mon association étudiante afin de veiller à ce que la direction du CEGEP écoute et applique la volonté de la communauté étudiante. Présentement, comme délégué à la coordination, je participe activement aux négociations d'une entente de principes entre la direction et notre association étudiante ainsi qu'à la préparation d'un argumentaire contre le Plan Stratégique du Collège, mettant de l'avant la marchandisation de l'éducation.

Le travail de recherche est quelque chose que j'apprécie énormément, tant dans la collecte d'informations que dans la rédaction. Réaliser une recherche est quelque chose de long qui demande de la patience et qui peut difficilement être fait rapidement. Être plusieurs sur le CRAA est donc un avantage pour éviter que cette charge de travail repose sur une seule personne et pour permettre un partage d'idées encore plus large.

Faire partie de ce comité de travail m'intéresse car cela me permettrait d'en apprendre davantage sur nos luttes et nos principes de base tout en travaillant à rendre l'information assez accessible pour que tous les militants et toutes les militantes puissent se l'approprier le plus facilement possible. Selon moi, le travail de vulgarisation du CRAA est fort important pour la réussite d'une campagne car la recherche est souvent la base sur laquelle va s'appuyer le reste du matériel d'information. Personnellement, j'aimerais bien réaliser un acadégamique sur l'évolution des frais de scolarité des étudiants et étudiantes étranger-ère-s venant étudier au Québec.

Solidairement,
Jean-Daniel Goulet
Membre de la SOGÉÉCOM

Comité information

Candidature de François Desroches pour le Comité information de l'ASSÉ

Reçue le 12 avril 2014

Bonjour à vous camarades,

Je pose ici ma candidature pour le comité à l'information.

J'ai commencé à m'impliquer activement peu de temps avant le sommet sur l'enseignement supérieur, et je n'ai pas pu arrêter depuis. L'an passé, j'étais Archiviste à l'AGECD (Association Générale Étudiante du Cégep de Drummondville), et présentement j'y suis comme Coordonnateur à la mobilisation.

Lorsque j'ai commencé à m'impliquer, j'ai tout de suite été emballé face à tout ce que nous étions collectivement capables d'accomplir, et qu'il était bel et bien possible d'agir pour changer les choses. Je suis toujours habité par ce sentiment et c'est ce qui me motive à poser ici ma candidature. Je n'ai plus seulement envie de m'impliquer activement, j'ai *besoin* de m'impliquer. Je crois pouvoir dire que *La Lutte* est une forme de drogue, et depuis que j'y ai goûté, je ne peux plus arrêter de militer.

La raison pour laquelle je pose ma candidature au comité à l'information, au lieu d'un autre comité de l'ASSÉ, est mon aisance avec les logiciels graphiques et la facilité que j'ai à faire des affiches, et c'est carrément une nouvelle passion que militer m'a apportée.

Il y a encore beaucoup à accomplir, beaucoup de raisons de lutter, et je veux donner autant que je peux, et même plus encore pour la lutte.

Venceremos,

François Desroches

Comité légal

Candidature de Louis Chartrand pour le Comité légal de l'ASSÉ

Reçue le 12 avril 2014

Cher congrès de l'ASSÉ, chère personne qui lit cette lettre,

Je veux par la présente vous demander de bien vouloir renouveler mon mandat au comité légal de l'ASSÉ. D'un point de vue personnel, je me sens privilégié de travailler avec un groupe d'individus aussi brillants et aussi motivés. Du point de vue de nos activités, les projets auquel je participe, notamment le Wiki des arrêté·es, en sont encore à leurs débuts, et je ne sens pas que j'ai terminé ma contribution. De plus, il me semble que, malgré mes contributions, il y a davantage de choses que je peux faire en tant que nonjuriste (et en second lieu en tant que philosophe et informaticien) – autrement dit, mon rôle en cette qualité est encore à définir. Dans l'optique de notre volonté de produire des solutions au problème d'inaccessibilité du droit, il me semble qu'il me faut continuer à y travailler.

Le mandat passé ayant été grandement affecté par le changement de garde, il a été difficile de se donner un *modus operandi*, ce qui a rendu certaines activités plus difficiles. Maintenant que la transition est faite, je suis très enthousiaste à l'idée de pouvoir nous concentrer sur nos projets.

Cordialement,

Louis Chartrand

Candidature de Kevin Paul pour le Comité légal de l'ASSÉ

Reçue le 22 avril 2014

Aux membres de l'ASSÉ,

Je propose par la présente ma candidature au comité légal de l'ASSÉ. Je suis étudiant en deuxième année en droit à McGill. Bien que dans une faculté de droit on semble rarement parler du vrai fonctionnement du droit dans la vie des gens, je crois être en mesure d'utiliser des connaissances que j'acquiers à travers mes études afin d'augmenter les capacités d'autodéfense et de défense collective lorsque confrontés à la répression de l'État, dans le cadre de luttes étudiantes, anticapitalistes et anticoloniales.

Mon implication dans le mouvement étudiant a débuté durant l'hiver 2012, lorsque j'ai participé à l'organisation des grèves aux départements d'anglais et de philosophie à McGill et en rejoignant le comité maintien et élargissement de la grève de la CLASSE. La répression policière et judiciaire vécue au printemps 2012 m'a appris l'importance du soutien aux arrêtés et continue d'influencer ma conception du droit. Depuis la fin de cette grève, j'ai siégé au conseil d'administration du Groupe de recherche d'intérêt public (GRIP) à McGill, et j'ai milité au sein du groupe « Demilitarize McGill » contre la recherche militaire faite par l'Université, parmi d'autres projets.

N'hésitez pas à me contacter si vous avez des questions.

Solidairement,
Kevin Paul

Candidature de Richard-Alexandre Laniel pour le Comité légal de l'ASSÉ

Reçue le 22 avril 2014

Camarades,

Je vous fais parvenir par la présente lettre l'esprit derrière ma candidature au Comité légal de l'ASSÉ. J'espère d'abord que vous excuserez son caractère assez expéditif ainsi que mon absence au Congrès. Croyez-moi, j'aurais de loin préféré être à vos côtés... C'est que dans moins de deux semaines auront lieu les examens finaux de l'École du Barreau. Afin d'être bien certain de préserver la vocation monopolistique de cette institution, on s'est bien sûr assuré que ces évaluations soient les plus ardues possibles... Je suis donc seul, entouré d'austères lois.

Alors, j'aimerais vous soumettre ma candidature au Comité légal pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, je pense que la seule association nationale qui puisse se targuer de défendre les intérêts des étudiantes et des étudiants au Québec est l'ASSÉ. Les autres ne me semblent qu'être de la bouillie pour les chats corporatistes. J'adhère bien sûr entièrement et avec énormément de convictions à tous les principes fondamentaux que défend l'ASSÉ. Celui qui me rejoint le plus : combativité. Je pense qu'il gouverne nos structures, qu'il motive nos actions. Je pense que c'est le seul moyen envisageable pour un mouvement social d'obtenir des gains, de transformer radicalement la société.

Malheureusement, il n'y a pas grand chose de combatif dans le système juridique. Au contraire, on peut plutôt y voir une institution oppressive qui a pour seul objectif d'imposer le statu quo et ainsi reproduire les grandes hiérarchies de ce monde. Nous l'avons vu dans le passé, le juridique est souvent le premier instrument des classes dominantes afin de lutter contre un mouvement social dédié à l'émancipation des classes populaires sur les élites. C'est donc du fait de ce potentiel de violence et de répression que je pense qu'il nous faille organiser une contre-attaque digne de ce nom. Le Comité légal, entre autre, peut jouer ce rôle. Et c'est en m'y associant que je pense pouvoir contribuer à cette lutte contre l'oppression et pour la gratuité scolaire, qui est loin d'être terminée.

En espérant vous rencontrer sous peu.

Richard-Alexandre Laniel

PS: Je n'ai pas envie que vous m'écriviez sur cette seule base, mais si ça peut vous aider à prendre une décision, j'ai été membre élu du Comité légal en 2011-2012. J'espère que mon expérience pourra y être utile.

Candidature de Lynda Khelil pour le Comité légal de l'ASSÉ

Reçue le 22 avril 2014

Par la présente, je souhaite poser ma candidature pour le comité légal pour une seconde année.

Je suis enthousiaste à l'idée de pouvoir poursuivre mon implication au sein du comité légal. Je tiens d'abord à saluer le fait que l'ASSÉ soit la seule association parmi les associations nationales au Québec à avoir une instance tel que le comité légal qui est voué à soutenir les personnes ayant subies de la répression politique dans le cadre de mobilisations étudiantes et sociales.

Ainsi, je souhaite continuer à m'impliquer dans la réalisation des mandats du comité, dont le principal est actuellement de soutenir les personnes judiciairisées dans le cadre de la grève de 2012, et de la mobilisation sociale des mois qui suivirent la fin de la grève, ainsi que dans le cadre de toutes les luttes menées au sein du mouvement étudiant. Dans les mois à venir, les procès liés aux arrestations de masse dans plusieurs villes du Québec débiteront. Le comité légal a jusqu'à présent œuvré à aider les arrêtéEs à se regrouper et à organiser collectivement leur contestation et je souhaiterais poursuivre mon implication à cet égard.

Je suis également enthousiaste à l'idée de travailler au cours des prochains mois au projet de mise en ligne d'un site internet ayant pour but de centraliser les informations destinées aux personnes victimes de répression policière. Ce projet est mené principalement par Louis, membre actuel du comité légal qui étudie en informatique. À moyen et long terme, le comité aurait à se pencher sur le droit de grève étudiant, selon le mandat que les membres de l'ASSÉ lui auront conférer, qui je crois et l'espère risque fort de s'orienter vers une critique de l'encadrement juridique du droit de grève étudiant, encadrement impliquant limitation.

De plus, ayant constaté que les membres du comité légal provenaient jusqu'à présent exclusivement de Montréal, nous avons tenté au cours de cette année de maintenir un contact avec des groupes de soutien aux arrêtéEs dans d'autres ville du Québec. Je crois que l'un des défis pour la prochaine année sera d'assurer un soutien aux arrêtéEs partout au Québec.

Enfin, à propos de mon parcours personnel, je suis depuis l'hiver 2014 étudiante à la maîtrise en science politique à l'UQAM, après avoir complétée un baccalauréat en études internationales à l'UdeM. Mon implication dans le mouvement étudiant et militant à Montréal a principalement débuté durant la grève de 2012.

N'hésitez pas à me contacter si vous avez des questions, sur ma candidature ou sur le comité légal en général.

Solidairement,
Lynda Khelil

Candidature de Jessica Leblanc pour le Comité légal de l'ASSÉ

Reçue le 23 avril 2014

Bonjour,

Par la présente, je souhaite déposer ma candidature comme membre du comité légal de l'ASSÉ. Il s'agirait, pour moi, d'un deuxième mandat, étant active dans le comité depuis le mois de septembre 2013. Au cours de mon mandat, j'ai pu constater l'ampleur du travail à accomplir par le comité légal. C'est avec enthousiasme que je me propose pour continuer cette tâche et pour contribuer de nouveau à lutter contre la judiciarisation des luttes sociales.

En plus des tâches quotidiennes du comité, j'aimerais continuer à offrir des formations et contribuer à notre projet élargi de wiki des arrêté-e-s, de manière à outiller et solidariser les militants et militantes qui subissent un processus judiciaire.

Encore une fois, le congrès tombe sur une de mes fins de semaine de travail (je travaille une fin de semaine sur deux...). C'est avec regret que je ne peux être présente parmi vous pour me présenter.

Salutations à toutes et tous,
Jessica Leblanc
Étudiante en droit, UQÀM

Candidature de Delphine Labrecque-Synnott pour le Comité légal de l'ASSÉ

Reçue le 23 avril 2014

Candidature Secrétaire générale / Comité légal

Bonjour,

Avec cette lettre je dépose ma candidature au poste de secrétaire générale ou comme membre du comité légal. La raison de cette hésitation est assez simple : si le conseil central est adopté en remplacement du Conseil de coordination, j'aimerais beaucoup participer à la mise sur pied de cette instance et s'assurer que la première année se déroule bien. Ce sera une instance plus compliquée à organiser que le conseil de coordination selon moi, et il est important qu'il y ait des gens pour en faire le suivi. Par contre, si le conseil central n'est pas adopté, je n'ai pas autant de motivation à occuper le poste de secrétaire générale du conseil de coordination, et je préfère donc me présenter sur un comité.

Je n'étudie pas en droit, contrairement à la plupart des membres du comité légal des dernières années, mais je pense quand même pouvoir donner un coup de main sur ce comité. Le support des arrêté-e-s me semble essentiel dans une organisation telle que l'ASSÉ et de nombreux procès sont à venir dans les prochains mois. Je me doute que j'aurai beaucoup à apprendre au sein de ce comité, mais je suis sûre que mes camarades plus «experts» pourront m'aider.

Pour mon parcours militant, j'ai été externe de mon association étudiante (SOGÉÉCOM) pendant environ un an. J'ai été membre du comité journal en 2012-2013 puis secrétaire aux affaires internes cette année.

On se voit au congrès,

Delphine Labrecque-Synnott

Comité ad hoc sur la gratuité scolaire

Candidature de Nadia Lafrenière pour le Comité ad hoc sur la gratuité scolaire

Reçue le 11 avril 2014

Aux associations membres,

Ma lettre vise à annoncer ma candidature au comité *ad hoc* sur la gratuité scolaire qui sera peut-être créé lors du prochain Congrès. Je pense que la gratuité de l'éducation à tous les niveaux est une lutte qu'il est grand temps de mettre de l'avant (on la reporte sans cesse!) et que l'ASSÉ et ses associations membres forment l'organisation la mieux placée pour la mener.

En plus de relever les conditions matérielles d'études et de vie d'une portion significative d'étudiantes et d'étudiants, la gratuité scolaire permettrait de réduire certaines inégalités sociales et économiques, de favoriser l'émancipation d'un plus grand nombre de personnes à travers l'éducation et pourrait même servir à rendre l'éducation moins marchande! Il va donc sans dire que, au-delà de la simple question financière, ce soit une lutte centrale à tout projet de l'ASSÉ.

Je suis présentement étudiante à la maîtrise en mathématiques à l'UQAM. Je milite dans le mouvement étudiant depuis mon arrivée au cégep (en 2008) et j'ai été élue à diverses reprises sur les exécutifs de mes associations étudiantes universitaire et collégiale. J'ai également été sur l'exécutif de l'ASSÉ en 2010-2011 et je collabore avec le Comité à la recherche et aux affaires académiques depuis 2009. Je suis particulièrement intéressée à travailler sur la recherche, l'argumentaire et la mobilisation pour une campagne vers la gratuité scolaire!

Je serai peu présente pour m'impliquer sur le comité cet été, mais comme je conçois le rôle du comité pour toute l'année, j'ai choisi de ne pas attendre au Congrès d'automne pour présenter ma candidature. Pour toute question ou commentaire sur ma candidature, je serai peut-être au Congrès, mais vous pouvez aussi me contacter par courriel d'ici là.

Nadia Lafrenière

Membre de l'Association étudiante du secteur des sciences de l'UQAM (AESSUQAM)

Candidature d'Émile Duchesne pour le Comité ad hoc sur la gratuité scolaire

Reçue le 11 avril 2014

Appuyé par l'AEAUM

Aux membres de l'ASSÉ,

Je pose ici ma candidature pour le Comité ad hoc sur la gratuité scolaire. J'ai débuté mon implication militante dans mon association étudiante au Cégep d'Alma d'abord à titre de simple militant et par la suite comme coordonnateur aux affaires sociopolitiques et comme président durant la non moins fameuse grève de 2012. Ayant quitté mon patelin pour poursuivre des études universitaire en anthropologie à l'Université de Montréal, j'ai continué à m'impliquer dans mon association étudiante : l'an passé à titre de secrétaire aux affaires externes et cette année en tant que secrétaire général.

Partageant les constats émis dans le document de réflexion sur la gratuité scolaire, j'ai décidé de poser ma candidature afin de m'impliquer dans le processus proposé (bien sur, si celui-ci est accepté par le congrès). Ayant participé activement à l'organisation du mouvement de grève de 2012 au Saguenay-Lac-Saint-Jean, je crois pouvoir apporter des réflexions intéressantes sur la mobilisation en région éloignée. L'envergure du projet proposé dans le document de réflexion nécessite une mobilisation forte et ce dans toutes les régions du Québec. On a souvent fait la critique que l'ASSÉ est une organisation montréalocentrique : j'espère pouvoir faire en sorte, en toute humilité, que cela ne soit plus le cas dans la campagne à venir par mon implication dans le Comité ad hoc pour la gratuité scolaire.

Par contre, je ne serai pas au Québec pour la session d'automne car je serai en échange au Kirgystan. Mais, même à l'autre bout du monde, je pense pouvoir fournir des réflexions pertinentes par le billet de cette merveilleuse invention qu'est l'internet. La bonne nouvelle est que je serai au Québec tout l'été et tout l'hiver, moment où je serai prêt à m'impliquer de plus près dans le comité!

Si vous avez des questions n'hésitez pas à me contacter par courriel ou à me les poser directement soit au congrès ou aux alentours du café anthropologie!

En toute solidarité (parce qu'il en faut),

Émile Duchesne
emile.duchesne@umontreal.ca
Membre de l'AEAUM

Comité de formation

Candidature de Justin Arcand pour le Comité de formation de l'ASSÉ

Reçue le 17 avril 2014

Camarades,

C'est par la présente que je dépose ma candidature au Comité formation de l'ASSÉ, toujours désert au moment d'écrire ces lignes. Je viens de terminer une année demandante à l'ASSÉ alors que j'occupais le poste de secrétaire à la coordination sur le Conseil exécutif. Je dois, pour l'année scolaire à venir, me concentrer davantage sur mes études; priorité qui n'était plus mienne depuis quelques temps. Par contre, le besoin de m'impliquer se fait toujours sentir.

Je désire encore et plus que jamais mettre de l'énergie et du temps pour l'organisation qu'est l'ASSÉ. Je crois que nous avons réussi à construire une organisation, forte, combative et efficace qui a un réel poids sur la scène politique au Québec. Je crois aussi qu'il nous est possible de continuer à faire de grandes choses si nous réussissons à maintenir ce caractère syndical combatif et organisé. Plusieurs aspects restent tout de même à construire.

L'ASSÉ a doublé son nombre de membres depuis la grève de 2012. Nous comptons maintenant près de 80 000 membres. Si nous avons réussi à nous rendre jusqu'ici, c'est qu'en quelque part notre manière de nous organiser et ce que nous défendons est de plus en plus partagé au sein du mouvement étudiant et pour moi, cela est motivant. Motivant de voir que le partenariat et le concertationisme des fédérations étudiantes laisse maintenant place à la transparence et à un pôle étudiant combatif. L'ASSÉ doit, de toute évidence, être plus prudente que jamais pour maintenir, et peut-être même continuer d'élargir son membership tout en évitant de tranquillement dévier vers la tendance lobbyiste. Puisque les structures du national sont dynamisées par le niveau local et considérant la taille qu'a prise notre organisation, je crois qu'il faut augmenter l'énergie que nous avons l'habitude de mettre, depuis les dernières années, sur ce plan. D'où ma volonté de m'impliquer sur le Comité formation, un comité essentiel pour la transmission et la construction de l'organisation.

Je crois fermement que l'ASSÉ, pour l'année à venir, doit mettre encore plus d'initiatives et d'énergie au sein des associations étudiantes locales. Dans cette optique, le Comité formation me semble un bon choix pour y diriger mon temps. La consolidation et l'autonomisation du local va notamment se faire par l'entremise de formations et va permettre à l'ASSÉ d'augmenter sa force de frappe pour chacune des luttes à venir. Nous oeuvrons dans un milieu qui tourne très vite, où les gens arrivent et repartent presque aussi rapidement. Pour que les associations étudiantes soient les plus organisées possible il faut mettre à leur disposition, il me semble, tout ce dont l'ASSÉ est capable, tout ce dont l'ASSÉ connaît.

La dernière année a laissé place à des camps de formation extrêmement populeux. Le Comité aura ainsi la lourde tâche de poursuivre ce moment formateur et mobilisateur avec la même ampleur tout en offrant des formations au sein des différentes associations étudiantes membres. En espérant recevoir la confiance du Congrès pour un nouveau mandat au sein de l'équipe nationale.

Solidarité
Justin Arcand

Candidature de Rosalie Rose pour le Comité de formation de l'ASSÉ

Reçue le 19 avril 2014

Bonjour Camarades,

En cette journée printanière, je présente ma candidature pour le Comité formation de l'ASSÉ. Je suis actuellement étudiante à l'UQÀM en Animation et Recherche Culturelle depuis moins d'un an. Il est pour moi enrichissant de me présenter puisque la réalisation d'événements m'a toujours plu. Être dans ce comité me permettra de joindre mes deux passions, soient les luttes sociales et l'organisation.

Mon implication a débuté durant la grève de 2012. Depuis, je n'ai pas arrêté de militer. J'ai été dans le comité de mobilisation de l'AFÉA à l'époque où j'étudiais en Études Théâtrales. Ensuite, mes expériences de militante se sont élargies. De manière informelle, j'ai participé à plusieurs tournées de mobilisation partout à travers le Québec, notamment pour parler de la campagne contre l'austérité dans les associations étudiantes membres de l'ASSÉ. Par le fait même, j'ai également participé à la campagne de mobilisation visant l'affiliation du Cégep Bois-de-Boulogne.

Faire partie du comité formation me permettrait de continuer la mobilisation aux côtés de l'exécutif et des autres comités tout en me donnant la chance de m'investir dans les camps de formation afin de conserver ce lien qu'ils établissent entre les associations. Depuis au moins deux ans, je participe aux camps organisés par l'ASSÉ. J'ai toujours apprécié cette méthode d'éducation hors des institutions scolaires qui découle d'une participation volontaire des personnes inscrites. C'est une occasion intéressante qui amène, par la présence d'un grand nombre de membres et de non-membres, plusieurs discussions enrichissantes pour toutes et tous.

N'hésitez pas à me faire parvenir vos questions par courriel
rosalieroseb@yahoo.ca

Solidarité

Rosalie Rose

Candidature de Charles Berthelet pour le Comité de formation de l'ASSÉ

Reçue le 23 avril 2014

Bonjour camarades,

J'ai décidé de présenter ma candidature au Comité de formation de l'ASSÉ. Je me suis jusqu'à maintenant impliqué dans plusieurs volets formations de différentes organisations militantes, expériences qui m'ont plu tant par leur côté «de terrain» que par les discussions, les échanges et les rencontres qu'elles ont permis. J'accorde une place centrale à la formation dans chacune de mes activités militantes, autant par intérêt personnel que pour l'importance que je donne à un tel volet dans ma conception du militantisme.

Dans les deux dernières années, j'ai occupé le poste de coordinateur aux affaires internes de l'Association étudiante du module d'études littéraires de l'UQÀM (AÉMÉL). J'en suis présentement à mon second et dernier mandat, puisque je passerai du baccalauréat en études littéraires à la maîtrise en études littéraires dès septembre prochain. Désirant poursuivre mon implication dans le mouvement étudiant, je souhaite donc m'impliquer désormais au sein d'une organisation nationale, ce qui me permettrait aussi d'élargir mon action militante et de militer avec une plus grande diversité d'étudiants et d'étudiantes. Étant membre de l'ASSÉ par le biais de l'Association facultaire étudiante des arts de l'UQÀM (AFÉA), je milite aux côtés notre association nationale depuis l'automne 2011, sans y avoir encore occupé de poste. Il me ferait donc plaisir de m'y impliquer plus concrètement dans les mois à venir.

Vous pouvez m'adresser vos questions par courriel : charlesberthelet127@hotmail.com

Solidairement,

Charles Berthelet

Candidature de Philippe Lapointe pour le Comité de formation de l'ASSÉ

Reçue le 23 avril 2014 à 11h47

Heure limite de réception des candidatures 23 avril 9h30

Bonjour camarades,

par la présente je pose ma candidature pour un mandat au comité formation pour l'année 2014-2015. Ce serait un deuxième mandat à ce comité que j'affectionne beaucoup.

Je trouve très important le partage de connaissances au sein d'une organisation militante qui se renouvelle constamment. Je souhaite donc apporter mon expérience et mes idées à une équipe qui semble déjà avoir beaucoup d'atouts pour l'avenir.

Je ne me serais pas présenté si cela voulait dire prendre la place de quelqu'un d'autre. Les règlements de l'ASSÉ permettent un nombre illimité de membres sur les comités (oui, oui, illimités) et je me vois donc comme un joyeux ajout.

Nous vaincrons.

--

Solidairement vôtre,

Philippe Lapointe
Étudiant à la maîtrise en relations industrielles
Université de Laval

Lettres de candidature – Conseil exécutif

Secrétaire à la coordination

Candidature de Marie-Pier Lauzon au poste de Secrétaire à la coordination de l'ASSÉ

Reçue le 11 avril 2014

Bonjour camarades, par la présente, je souhaite soumettre ma candidature au poste de secrétaire à la coordination de l'ASSÉ.

Je fais présentement partie du comité femmes de l'ASSÉ et mon implication militante remonte à la grève contre la hausse des frais de scolarité en 2012 alors que j'étais étudiante au Collège de Valleyfield. Depuis, j'ai été dans l'exécutif de l'AGÉCoV (Valleyfield), au poste de secrétaire aux affaires académiques et je me suis aussi impliquée dans le comité femmes de l'AGÉCoV. Je suis présentement au bac en sociologie à l'UQAM.

Vous devinerez que ce n'est pas uniquement le fait de coordonner du travail qui m'emballer. C'est plutôt l'expérience que j'ai vécue cette année au sein du comité femmes et le travail que nous avons accompli qui m'ont donné le goût de poursuivre mon implication à l'ASSÉ, dans une perspective féministe et combative. D'abord, parce que je souhaite continuer à consacrer de mon temps dans une organisation militante et aussi, après de nombreuses affiliations depuis la grève de 2012, je crois qu'il est nécessaire que l'ASSÉ se dote d'une équipe nationale forte et remplie. Nous aurons sans doute beaucoup de travail à faire dans la prochaine année, nous devons donc en assurer un bon suivi et une bonne coordination! Je souhaite ainsi continuer à y contribuer, parce que s'il y a un endroit où je veux mettre de l'énergie, c'est bien dans une organisation qui incarne une vision combative et solidaire des luttes étudiantes et de toutes les autres luttes.

De plus, je considère que ce n'est pas uniquement le comité femmes qui doit travailler sur les enjeux féministes et en ce sens, je souhaite continuer à mettre de l'avant ces revendications qui sont encore souvent mises de côté par le mouvement étudiant. Le projet d'instance féministe est une idée qui m'emballer! Bref, je vous invite à me poser des questions via cette adresse :
mp_lauzon@hotmail.com

Solidairement

Marie-Pier Lauzon

Secrétaire aux relations externes

Candidature de Emmanuelle Arcand au poste de Secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ

Reçu le 10 avril 2014

Camarades,

Après des heures, si ce n'est pas des jours, de réflexion, j'ai pris la décision de me présenter au poste de secrétaire aux relations externes. Je suis présentement étudiante au Collège de Maisonneuve en sciences humaines profil monde, où je suis élue comme adjointe aux affaires externes. L'année passée j'étais au Collège de Valleyfield, également en sciences humaines. Avec quelques camarades, l'année passée, nous avons réussi à créer un comité femmes à notre CÉGEP. C'est ce projet qui m'a motivé à me présenter sur le comité femmes de l'ASSÉ pour l'année qui est en cours. Faire partie d'un comité au national m'a prouvé que j'ai envie de poursuivre mon implication au sein de l'équipe de l'ASSÉ pour l'année qui vient. Il me reste peu de cours à faire pour terminer mon DEC, j'aurai ainsi beaucoup de temps à consacrer aux différents dossiers. Je me sens donc prête à affronter les défis qui se présenteront à l'équipe nationale au courant de l'année.

Je crois qu'il est important d'établir des liens avec les syndicats ainsi qu'avec différentes organisations communautaires pour créer un véritable rapport de force face au gouvernement. Avec les Libéraux de nouveau au pouvoir, il sera fondamental de s'unir pour contrer les mesures néolibérales qui seront mises en place. C'est ce contact avec les diverses organisations non-membres et/ou non-étudiantes qui me motive. De plus, je crois qu'il est fin temps qu'une femme soit élue au poste de secrétaire aux relations externes. On parle souvent de la division sexuelle du travail militant puisque les hommes occupent presque toujours les postes plus de terrain alors que les femmes font du travail qui est invisibilisé. J'ai envie d'enfin briser cette habitude et c'est aussi pour ça que ce poste me motive et me rend enthousiaste.

Je serai encore étudiante au Collège de Maisonneuve l'année prochaine. Je considère que la présence d'étudiant-e-s au collégial sur le Conseil exécutif est importante étant donné que ce sont presque seulement des universitaires qui y sont élu-e-s. Toutefois, une représentativité du collégial est nécessaire puisque l'ASSÉ compte parmi ses membres plusieurs CÉGEPs. Il est grand temps d'avoir une plus grande diversité au sein de l'exécutif.

Solidairement,

Emmanuelle Arcand

Secrétaire aux finances

Candidature de David Therrien-Brongo au poste de Secrétaire aux finances de l'ASSÉ

Reçue le 12 avril 2014

À l'intention des membres de l'ASSE,

Je vous soumetts aujourd'hui une deuxième fois ma candidature à l'exécutif national. Après avoir été président de l'AÉMUM et après avoir milité au sein de plusieurs mouvements artistiques lors de l'année 2011-2012, j'ai en effet posé ma candidature une première fois à l'automne 2012 pour l'exécutif national de l'ASSÉ. Après ma *défaite électorale*, j'ai pris du recul face à la politique étudiante active. Certes, j'ai toujours suivi avec attention les divers dossiers de la politique et j'ai continué à militer pour diverses causes (notamment la démission de Guy Breton à l'UdeM, le dossier de la vente du 1420 Mont-Royal, la lutte contre l'austérité, etc.), mais j'ai quelque peu délaissé les exécutifs d'association et les grandes instances afin de me recentrer sur le militantisme de *terrain*.

C'est sur ce terrain que j'ai (re)rencontré des camarades qui m'ont fait prendre conscience que, malgré les deux récents changements de gouvernement, malgré la peur d'une démobilisation massive suite à la grève de 2012, malgré un épuisement collectif, la lutte continue et la base militante se renouvelle. Ce regain de confiance envers le syndicalisme de combat doit cependant être accompagné d'un cadre favorisant ce type de lutte. Les principes de bases de l'ASSE contiennent en eux les germes d'un mouvement appelé à prendre de l'ampleur et le rôle de l'exécutif doit être d'être au service des membres de l'ASSE et de ses principes. Fervent défenseur d'une démocratie transparente, j'ai à de nombreuses reprises été très critique de certaines décisions prises en *haut lieu*. Sans jamais vouloir personnaliser le débat, j'ai critiqué, soit *via* ASSE-Support, soit *via* des propositions amenées par les associations desquelles je fais partie, une certaine interprétation de la structure de l'ASSE où le conseil exécutif pourrait agir relativement indépendamment de ses membres. D'ici à ce qu'un débat en profondeur se fasse sur la question de la démocratie directe et de son application dans les diverses instances de l'ASSE, je m'engage, si le congrès m'octroie sa confiance, en tant qu'exécutant, à être au service des membres dans une optique de démocratie directe et à travailler avec rigueur sur les mandats que le congrès donnera à l'exécutif.

Cette rigueur est d'autant plus nécessaire pour un poste tel que celui de secrétaire aux finances. En effet, les finances d'une organisation de l'ampleur de l'ASSE sont un pan important de sa structure générale et doivent être considérées au même titre que les mandats et autres angles de travail. Loin d'être une banalité pécuniaire, la gestion des finances trahit les priorités d'une organisation et commande une attention particulière et rigoureuse. J'ai eu par le passé à gérer des budgets d'agence musicale, d'orchestre symphonique et de café étudiant. Je crois donc être en mesure de bien mesurer l'importance à accorder à la gestion des finances. La croissance rapide de l'ASSE aura également des répercussions sur ses finances et je crois qu'un débat devra avoir lieu tôt ou tard à ce propos.

Une page, c'est très peu pour se présenter. N'hésitez pas à m'inviter dans vos AG/réunions ou à me poser des questions sur ASSE-support ou en privé si vous êtes plus à l'aise.

Au plaisir,

David Therrien-Brongo
Membre de l'AÉMUM et de l'AESPEP

Secrétaire aux relations internes

Candidature de Virginie Mikaelian au poste de Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ

Reçue le 4 avril 2014

Camarades,

Je suis une étudiante de l'UQAM à la maîtrise en communication internationale et interculturelle. J'ai été sur les conseils exécutifs de l'AFELC-UQAM pendant 3 ans et demi et de l'AFESH-UQAM pendant 6 mois. J'ai aussi siégé au comité de mobilisation de l'ASSÉ pendant un an et demi. Cela fait maintenant 6 mois que je suis élue sur le conseil exécutif de l'ASSÉ et malgré les obstacles, les grosses misères et le travail ardu, je peux sincèrement dire que je me sens d'attaque pour un deuxième mandat parmi vous. Étant donné que j'ai encore un an de scolarité devant moi avant la rédaction de mon mémoire, je ne peux concevoir une meilleure utilisation du temps qu'il me reste.

Je l'ai déjà dit et je le répète : j'ai la profonde conviction que pour passer de l'utopie à la réalité, notre espace politique qui se prétend transparent, accessible et horizontal se doit d'être précédé par une mobilisation massive et constante des membres. Je ne parle pas ici de propagande verticale, mais bien de donner aux associations étudiantes les outils nécessaires afin que celles-ci se radicalisent à leur manière et surtout, à leur rythme.

Je crois que nous tendons parfois à sous-estimer notre capacité individuelle à être l'agent ou l'agente de changement que nous souhaitons être. Et lorsque nous doutons de notre capacité collective à mener nos batailles jusqu'au bout, nous avons tort de le faire, car chaque embuche rencontrée, chaque défaite essuyée, n'est qu'un pas de plus vers l'atteinte de nos buts. Les associations membres, de la plus petite à la plus grande, ont toutes quelque chose à apporter à l'organisation qui est la nôtre, autant en terme de force qu'en termes d'idées et de revendications. Et je crois sincèrement que c'est lorsque les associations locales sont le plus fortes et le plus indépendantes que l'ASSÉ devient au meilleur de sa combativité.

Jusqu'au bout, on lâche rien.

Solidairement vôtre,

Virginie Mikaelian
Membre de l'AFELC-UQAM

Candidature de Camille Godbout au poste de Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ

Reçue le 5 avril 2014

Camarades et ami-es,

J'ai décidé de me présenter sur l'exécutif au poste de secrétaire aux relations internes après une longue réflexion. Je viens du concept qu'est la ville de Québec, et je suis actuellement étudiante en sciences humaines au Cégep Garneau. Au fil des 3 dernières années j'ai occupé divers postes sur le conseil d'administration de l'AGECFXG, dont responsable aux communications, aux affaires externes et puis coordonnatrice générale. Je suis aussi activement impliquée dans le conseil régional de Québec, le FRAQ-ASSÉ, en tant que déléguée pour mon association étudiante et occasionnellement porte-parole.

Mon implication au national a commencé l'an dernier, alors que je me suis joint à l'équipe du comité journal.

Je crois fermement que c'est grâce à des associations étudiantes locales fortes que nous réussirons à consolider notre organisation. La situation actuelle de l'ASSÉ, avec des membres aux quatre coins de la province, fait en sorte qu'il y a énormément de distance à couvrir et une multitude de réalités locales extrêmement différentes. C'est d'ailleurs cette diversité, qui je crois, fait notre force. Je me sens plus que jamais d'attaque à surmonter les défis qui se présenteront à nous l'année prochaine. Par ailleurs, je considère que le travail d'interne est un travail de terrain: l'idée de faire des tournées et d'offrir un soutien constant aux associations membres me rend très enthousiaste.

Je serai étudiante à l'Université Laval en sociologie à compter de septembre. Par le fait même, j'estime qu'il est grand temps de briser la concentration de l'équipe nationale dans la métropole, et s'assurer d'offrir un soutien constant aux associations hors des grands centres.

Solidairement,

Camille Godbout
Membre de l'AGECFXG

Secrétaire aux affaires académiques

Candidature de Jean-Michel Savard au poste de Secrétaire aux affaires académiques de l'ASSÉ

Reçue le 9 avril 2014

Depuis que je m'implique à l'ASSÉ, le travail accompli par le Comité à la recherche et aux affaires académiques ainsi que par les différentes personnes qui ont occupé le poste de Secrétaire aux affaires académiques a été tout simplement remarquable. Que ce soit les différents argumentaires (contre la hausse de 2012, contre l'austérité...), le mémoire sur la gratuité scolaire produit dans le cadre du Sommet sur l'éducation ou encore les différentes formations données dans les Camps de l'ASSÉ ou sur les campus, je crois que le tout a beaucoup joué dans la place que l'ASSÉ a réussi à prendre ainsi que dans les mobilisations récentes. Bien évidemment, un discours recherché ne peut se substituer à un travail concret de mobilisation (il n'a qu'à voir le résultat qu'obtiennent les Fédérations), mais je crois qu'il lui est préalable et qu'il lui sert de fondation.

Malgré tout cela, je pense qu'il reste encore un énorme travail à faire sur ce front à l'ASSÉ. Quelque que soit la campagne que le congrès annuel adoptera, il y aura certainement du travail intéressant à faire de ce côté dès cet été. Ensuite, les différents chantiers qui ont suivi le sommet ont aussi soulevé des questions sur lesquelles l'ASSÉ sera amené à préciser ses positions, sur la « gouvernance » des universités notamment. Bref, que de défis tout à fait palpitants, j'imagine que vous en conviendrez !

Pour celles et ceux qui me connaissent moins, j'ai milité au Cégep de Maisonneuve avant et pendant la grève de 2012, j'ai ensuite été Secrétaire général de CLASSE vers la toute fin de la coalition avant d'occuper le poste de Secrétaire aux affaires externes sur l'exécutif national jusqu'à l'été 2013. Je suis maintenant étudiant en Science politique et Philosophie à l'Université de Montréal. Après une année de repos et une magnifique manifestation le 3 avril dernier, il ne fait maintenant plus de doute que je souhaite me présenter sur l'exécutif pour un nouveau mandat l'an prochain. J'espère donc que les associations membres décideront de m'accorder leur confiance et surtout, que l'équipe nationale sera composée de plein de nouvelles personnes prêtes à amener à l'ASSÉ à évoluer pour le mieux, mais aussi à affronter les prochaines années du nouveau règne libéral.

Apparemment, les nouvelles dispositions de la procédure d'élection ne prévoient plus que les candidats recueillent des appuis des associations membres, mais c'est avec plaisir que je répondrai à vos questions ou que je me déplacerai (bien que ce soit la fin de session pour tout le monde) dans vos instances.

Solidairement votre,
Jean-Michel Savard

Secrétaire aux communications

Candidature de Carolane Sauvé Tétreault au poste de Secrétaire au communications de l'ASSÉ

Reçue le 10 avril 2014

Bien le bonjour, camarade !

Il me semble qu'il n'y a pas si longtemps déjà j'écrivais ma précédente lettre de candidature pour faire partie de l'équipe nationale de l'ASSÉ. C'est donc, à peine quelque mois plus tard, que je soumetts ma candidature au poste de Secrétaire aux communications. Après 6 mois passés sur le Conseil exécutif au poste de Secrétaire aux affaires académiques, je me sens prête à affronter de nouveaux défis, à faire avancer l'organisation le mieux possible et à apporter mon énergie à la nouvelle équipe nationale.

Je suis présentement étudiante en Histoire, culture et société ainsi qu'en transition pour terminer ma mineure en Études théâtrales à l'UQÀM l'année prochaine. Mes implications militantes au sein du milieu collégial et universitaire m'ont permis d'acquérir et de comprendre différentes dynamiques du milieu ainsi que certaines réalités régionales. C'est lors de mon passage au Collège de Valleyfield que mon expérience militante a réellement commencé alors que j'occupais le poste de trésorière de l'AGÉCoV. Il va sans dire que comme pour plusieurs d'entre nous, cette grève historique fut extrêmement enrichissante. Ce printemps, qui me semble encore si près de nous, est le fruit d'une importante mobilisation qui démontre toute la force du syndicalisme de combat dans les luttes étudiantes et sociales. J'ai aussi milité sur le comité mobilisation de l'AFÉA-UQÀM en plus de siéger sur le Conseil exécutif à l'hiver 2013. Tout au long de mes implications, j'ai également participé à diverses tournées de mobilisation.

Au cours de mon mandat sur le Conseil exécutif, j'ai eu la chance d'exécuter différentes tâches en lien avec plusieurs postes et, après mure réflexion, j'en suis venue à la décision de me présenter aux communications. Durant les six derniers mois, j'ai pris part aux tâches de secrétaire aux communications en occupant principalement le rôle d'attachée de presse. Précipitée dans l'univers médiatique avec ses bons et ses moins bons côtés, je crois avoir acquis des connaissances que je souhaite mettre à profit et approfondir pour la nouvelle année afin d'assurer une présence et un discours combatif de l'ASSÉ dans les médias.

Bien qu'il demeure important de rester critique quant aux médias et à la place qu'ils doivent occuper à l'ASSÉ, il ne faut pas pour autant passer à côté en les balayant du revers de la main. Cela peut sembler cliché, mais si on ne s'occupe pas des médias, ils vont trouver le moyen de s'occuper de nous. Cependant, il demeure toujours possible de refuser une entrevue. Les médias sont une plate-forme de visibilité où ils doivent devenir un outil, un atout de plus pour mettre de l'avant nos revendications, sans pour autant négliger les autres sphères mobilisatrices. À mon sens, la mobilisation de terrain doit rester un des aspects primordiaux à l'ASSÉ et, de cette façon, les médias ne doivent pas prendre la place de celle-ci.

En tant que secrétaire aux communications, je souhaiterais donc poursuivre le rôle d'attachée de presse en prenant soin de bien préparer les portes-paroles aux questions possibles pour qu'ils et elles soient prêts et prêtes à toute éventualité. À cet effet, je crois important d'assurer un suivi de la conjoncture politique et médiatique afin de ne pas se faire prendre par surprise par les journalistes. Dans le même ordre d'idée, les sorties de presse doivent être priorisées à des moments clés et ciblées, allant dans le sens de nos plans d'action et de nos revendications. Aussi, au-delà des médias de masse, je crois qu'il doit demeurer nécessaire de développer des médias alternatifs. Pour ce qui est des médias sociaux, ils occupent une place de plus en plus grandissante et restent des espaces d'information non négligeables. D'un autre côté, il est aussi important d'aider les associations étudiantes au local dans leur préparation à des entrevues dans le but de les autonomiser avec, par exemple, la tenue de formation.

Depuis un certain temps, on remarque que les médias nous interpellent rapidement sur les enjeux d'éducation et d'actualité politique. Cela ne fait que prouver que l'ASSÉ est devenue une actrice incontournable dans les luttes sociales progressistes et qu'elle doit poursuivre dans cette lignée.

Un des aspects qui me tient particulièrement à coeur au sein de l'ASSÉ est celui des revendications féministes que je souhaite mettre encore davantage de l'avant, non seulement à travers les médias, mais dans toutes les sphères de l'organisation.

La mobilisation était grande le 3 avril dernier et elle doit rester forte et combative. Peu importe le parti politique au pouvoir, nous serons présentes et présents pour répondre à leurs mesures régressives. Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

Pour toutes questions, je demeure disponible, n'hésitez pas à communiquer avec moi et dans tout les cas, on se voit au Congrès.

Solidairement,

Carolane Sauvé Tétreault
Membre de l'AFESH-UQÀM

Lettres de candidature – Conseil central

Secrétaire général

Candidature de Delphine Labrecque-Synnott au poste de Secrétaire général du Conseil central de l'ASSÉ

Reçue le 23 avril 2014

Candidature Secrétaire générale / Comité légal

Bonjour,

Avec cette lettre je dépose ma candidature au poste de secrétaire générale ou comme membre du comité légal. La raison de cette hésitation est assez simple : si le conseil central est adopté en remplacement du Conseil de coordination, j'aimerais beaucoup participer à la mise sur pied de cette instance et s'assurer que la première année se déroule bien. Ce sera une instance plus compliquée à organiser que le conseil de coordination selon moi, et il est important qu'il y ait des gens pour en faire le suivi. Par contre, si le conseil central n'est pas adopté, je n'ai pas autant de motivation à occuper le poste de secrétaire générale du conseil de coordination, et je préfère donc me présenter sur un comité.

Je n'étudie pas en droit, contrairement à la plupart des membres du comité légal des dernières années, mais je pense quand même pouvoir donner un coup de main sur ce comité. Le support des arrêté-e-s me semble essentiel dans une organisation telle que l'ASSÉ et de nombreux procès sont à venir dans les prochains mois. Je me doute que j'aurai beaucoup à apprendre au sein de ce comité, mais je suis sûre que mes camarades plus «experts» pourront m'aider.

Pour mon parcours militant, j'ai été externe de mon association étudiante (SOGÉÉCOM) pendant environ un an. J'ai été membre du comité journal en 2012-2013 puis secrétaire aux affaires internes cette année.

On se voit au congrès,

Delphine Labrecque-Synnott

Propositions

Les propositions marquées *** ont été reçues après la date limite du 12 avril 2014 et pourront être mises en dépôt au tiers des votes.

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1. Le Conseil exécutif propose que Isabelle Hupé et Alain Savard assure la présidence d'assemblée, que Marianita Hamel et Patrick Morin assurent le secrétariat, que Eugénie Paradis-Charette, Marie-Pier Lauzon et XYZ assurent la garde du senti, ainsi que la prise des tours de parole.

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose d'adopter l'ordre du jour tel que présenté dans le cahier de Congrès.

1.3 Adoption du procès-verbal

2. Le Conseil exécutif propose d'adopter le procès-verbal du congrès des 22 et 23 février 2014.

2.0 Accueil des nouveaux membres

3.0 Bilan

1. Le Conseil exécutif propose un bilan de 15 minutes des activités du Conseil exécutif suivi d'une période de questions/réponses de 30 minutes.

2. Le Conseil exécutif propose un bilan de 5 minutes par Comité et Conseils suivi d'une période de questions-réponses de 30 minutes.

3. Le Conseil exécutif propose un tour de table des associations étudiantes présentes.

4.0 Congrès d'orientation

5.0 Revendications

1. La SOGEECOM propose que l'ASSÉ s'oppose à toute baisse salariale du corps professoral au sein du réseau collégial

Considérant les impacts environnementaux, sociaux, politiques, économiques et éthiques majeurs entourant les jeux olympiques de Sotchi, soit :

- *L'amendement de la loi sur la protection de l'environnement, permettant la construction d'infrastructures sportives, hôtelières et de transport, entraînant la destruction et la disparition quasi-totale du parc national de Sotchi ;*

- *La création d'une loi de 500 pages dont la clause principale stipule que toute terre ou propriété nécessaire aux jeux olympique peut être nationalisée, ce qui entraîne l'expropriation de n'importe qui, n'importe quand, avec peu ou même sans compensation ni condition et irrévocablement ;*

- *Les conditions de travail sur certains chantiers de construction caractérisés par l'absence de toilettes et d'eau ;*

- *Les conditions de vie dans lesquelles se retrouvent les gens expropriés et les résidents habitant à côté des chantiers de construction (sans électricité, sans abris, sans eau – parfois quand l'eau courante est réinstallée, c'est en fait celle des égouts -);*

- *Le rejet des eaux usées qui se perpétue dans la mer Noire, l'apparition de multiples sites d'enfouissement, parfois même sur des terrains habités, dû à la construction des installations olympiques, transformant la ville de Sotchi et ses environs en une immense décharge, alors que le gouvernement parlait d'un programme « zéro déchet » ;*

- *La construction de stations balnéaires qui détruisent les écosystèmes environnants ;*

- *Le financement à 96% du projet olympique par les contribuables ayant des coûts qui s'élèvent à plus de 50 milliards de dollars ;*

- *Le financement à 50% du privé pour la construction d'un aéroport international, d'un port et du village olympique, capital issu de la Banque d'État, soit des prêts que l'État garantit;*

- *Les témoignages de certain-e-s entrepreneur-e-s de la construction qui révèlent une corruption évidente ;*

- *L'abattage massif de chiens errants par injections chimiques, pièges et poisons, déjà*

courant en Russie, mais largement banalisés malgré la présence d'associations militant contre ces traitements ;

• L'acharnement judiciaire contre certaines têtes d'affiches militantes écologistes et sociales, les conduisant parfois jusqu'en prison ou les poussant à s'exiler ;

Considérant que ces phénomènes ne sont pas exclusifs au seul contexte des jeux de Sotchi, mais s'étendent, au bas mot, aux jeux olympiques des 5 dernières années ;

Considérant que les jeux olympiques sont devenus un enjeu politique et contribuent au renom des États;

2. LAECSL propose que l'ASSÉ dénonce le caractère destructeur et malsain des jeux olympiques ou tout autre évènement sportif de visibilité internationale qui dénature l'essence sportive de ces rencontres, encourageant une compétition polluante au détriment des populations autochtones et des résident-e-s environnant-e-s;

Que l'ASSÉ sensibilise ses membres concernant les impacts qu'engendrent la préparation et la tenue de jeux olympiques ou tout autre évènement sportif de visibilité internationale qui dénature l'essence sportive de ces rencontres;

Que l'ASSÉ s'oppose à la tenue de futurs jeux olympiques ou tout autre évènement sportif de visibilité internationale qui dénature l'essence sportive de ces rencontres que cela engendrera de tels impacts;

Considérant que la limite actuelle est de 185\$ pour un cycle de 2 ans;

Considérant que l'aide financière n'a pas été indexée depuis 10 ans;

Considérant qu'une bonne vue favorise la réussite scolaire;

3. LAECSL propose que l'ASSÉ exige du gouvernement du Québec d'indexer l'aide financière pour les lunettes et les examens de la vue et rattraper les années antérieures

Considérant que le Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF) a été informé que les articles 96.5, 96.6 et 96.7 de la Loi sur l'instruction publique, qui portent sur la création de comités d'élèves, ne s'appliquent pas dans les centres d'éducation des adultes (CEA) et les centres de formation professionnelle (CFP);

Considérant que les CEA et les CFP sont présentement exclus du champ d'application de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiant-e-s, qui s'applique uniquement dans les cégeps et les universités;

Considérant qu'il n'existe de ce fait aucun cadre juridique sur les associations étudiantes dans les CEA et les CFP;

Considérant que tou-te-s les étudiant-e-s adultes du secondaire, du cégep et de l'université devraient bénéficier des mêmes droits d'association;

Considérant que, dans un rapport publié en 2004 intitulé Ajuster la loi au réel, le Comité d'accréditation de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou

d'étudiant-e-s a recommandé à l'unanimité l'inclusion des CEA et des CFP dans le champ d'application de la Loi sur les associations étudiantes;

4. L'AECSL propose que l'ASSÉ appuie la demande du MQAF au gouvernement du Québec d'amender la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiant-e-s, conformément à la recommandation 5 du rapport du Comité d'accréditation de la ladite loi intitulée Ajuster la loi au réel (2004), recommandation qui se lit comme suit : « Le Comité recommande l'inclusion des centres de formation professionnelle (CFP) et des centres d'éducation des adultes (CEA) dans la catégorie " établissement d'enseignement " à l'article 2 »

5. ** L'SCPASA propose de donner une présentation sur le mouvement étudiant autour des enjeux environnementaux.

6. ** L'SCPASA propose que l'ASSÉ mette de l'emphase sur les connections politiques entre l'industrie des énergies fossiles et le gouvernement dans leur campagne contre l'austérité.

L'SCPASA propose que l'ASSÉ appelle ses membres à se positionner sur l'industrie des énergies fossiles et les oléoducs Canadiens.

6.0 Campagne annuelle 2014-2015

Considérant le nombre majeur d'enjeux locaux auxquels les associations membres de l'ASSÉ ont eu à gérer lors de la dernière année

Considérant la diversité de ces enjeux locaux (Appropriation des cafés étudiants et cafétérias, problèmes de caméras, précarité des auxiliaires d'enseignement et de recherche, ré-élection de recteurs douteux, problème de locaux étudiants, murale de graffitis à Saint-Laurent, enjeux avec l'administration au CÉGEP du Vieux-Montréal, etc, etc, etc.)

Considérant que la mobilisation à une échelle nationale ne peut se dissocier des enjeux locaux et que cette mobilisation ne pourra être très forte si chaque association doit s'occuper de régler des problèmes internes majeurs

Considérant que ces enjeux locaux nécessitent autant de temps et d'énergie et qu'ils sont aussi importants que des enjeux plus larges, comme l'atteinte de la gratuité scolaire au Québec

Considérant que suite à la démobilité générale de l'après grève de 2012, les associations étudiantes ont eu (et ont encore) à gérer des problèmes internes et que cela affecte directement leurs positions au national

1. L'AECSAUM propose que l'ASSÉ base son plan d'action de l'année 2014-2015 sur les divers enjeux locaux de ses associations membres

Que du même coup, l'ASSÉ continue à bâtir un discours plus large visant à dénoncer les mesures d'austérité et visant à atteindre la gratuité scolaire à moyen terme

Que ce discours et cette mobilisation serve de point de départ à une escalade des moyens de pression ayant pour objectif principal de bloquer toute hausse de frais de scolarité et d'atteindre la gratuité scolaire au Québec.

2. L'AESSUQAM propose que la campagne annuelle de l'ASSÉ pour 2014-2015 porte sur l'importance de l'éducation au Québec et sur les divers type d'éducation alternative.

3. Le Conseil exécutif propose que la campagne nationale de l'ASSÉ pour l'année scolaire 2014-2015 s'oriente autour de la question de la qualité et de l'accessibilité des services publics en revendiquant l'instauration de différentes alternatives fiscales basée notamment sur le tableau de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics et en exigeant un réinvestissement pour ces services publics.

Que l'équipe nationale offre un support accru aux associations étudiantes locales membres de l'ASSÉ, notamment en appuyant leurs initiatives de campagnes locales et en les aidant à mettre sur pied une table intersyndicale

***** 4. L'AGECFXG propose que l'ASSÉ entame une campagne annuelle autour du thème de l'éducation plurielle en solidarité avec les luttes antiracistes. Campagne mettant de l'avant des enjeux comme les luttes autochtones, le profilage racial, l'accès à l'éducation supérieure pour les communautés immigrantes.**

Campagne nationale 2014-2015

CONSIDÉRANT que l'on peut constater une vague populaire à l'échelle mondiale contre l'austérité;
CONSIDÉRANT le fait que le mouvement étudiant - malgré son très grand pouvoir de mobilisation sociale - ne peut à lui seul contrer l'ensemble des mesures d'austérité au Québec et au Canada;
CONSIDÉRANT que la notion d'austérité est large et permet de rejoindre une population bien plus large que la gente étudiante;
CONSIDÉRANT que les conventions collectives de la fonction publique et parapublique arrivent à échéance en mars 2015 et que cette date permettrait à un nombre important de travailleuses et de travailleurs d'entrer en grève de manière légale;

***** 5. La SOGÉÉCOM propose QUE l'on centre la campagne nationale de 2014-2015 sur le travail et l'austérité;**
QUE l'on encourage et que l'on participe à une grève sociale en 2015.

7.0 Plan d'action

Considérant le mandat anticolonialiste de l'ASSÉ

1. La SOGÉÉCOM propose que l'ASSÉ prévoie des activités anticolonialistes notamment en invitant la tournée de conférence "Ni Québec, Ni Canada"

2. La SOGEECOM propose que l'ASSÉ invite CoopMédia de Montréal pour une conférence sur les médias indépendants et qu'elle la diffuse auprès de ses membres.

3. L'AESSUQAM propose que l'ASSÉ entame une campagne sur 4 ans visant la réduction progressive des frais de scolarité jusqu'à l'atteinte de la gratuité scolaire.

Que la première année de cette campagne soit dédiée à la préparation des plans de mobilisation, de la recherche et du matériel d'information, tout en menant une campagne annuelle parallèle.

Qu'un comité ad hoc soit formé à cet effet.

Considérant que l'AECSL se doit de garder un niveau de «trollage» suffisant en congrès et ainsi faire perpétuer sa réputation de «troll»

4. L'AECSL propose que lorsqu'un malaise est potentiellement soulevé en congrès, tout le monde qui y consent se fasse un câlin et demeure critique face à ce câlin

5. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ forme un comité *ad hoc* de préparation de campagne visant l'obtention progressive de la gratuité scolaire au Québec.

Que ce comité serve à préparer une future escalade de moyens de pression culminant par une grève générale illimitée à moyen terme.

Que les mandats de ce comité soient les suivants:

1. Recherche - compiler, perfectionner et rédiger des documents de recherche et d'argumentaire en rapport à la gratuité scolaire et offrir un cahier de synthèse destiné aux associations locales;

2. Information - préparer du matériel d'information et de mobilisation en rapport à la gratuité scolaire;

3. Mobilisation - émettre des recommandations d'échéanciers, de stratégies et de tactiques de mobilisation en se basant sur des expériences de campagnes similaires au Québec et ailleurs dans le monde;

Que ce comité produise et présente un rapport de ses activités et de son progrès à chaque

Congrès et à chaque Conseil de coordination, tout en entretenant un lien régulier avec le Conseil exécutif.

Que ce comité présente son rapport final au congrès annuel de 2015, et que ce congrès évalue la possibilité de dissoudre le comité et d'entamer l'escalade des moyens de pression.

Que ce comité puisse comporter un nombre illimité de membres.

Que soient élu-e-s sur ce comité Lazlo Bonin, Nadia Lafrenière,

***** 6. L'AGEEPP propose que l'ASSÉ renouvelle pour un an le mandat du comité ad hoc sur la diversité sexuelle, de genre, et d'affectivité de l'ASSÉ;**

Que le mandat du comité soit élargi afin d'inclure le promotion de la santé sexuelle sur les campus, la promotion et la défense des droits des personnes issues des minorités sexuelle, de genre, et d'affectivité, ainsi que la coordination et le réseautage des groupes ou comités locaux oeuvrant en ce sens;

Que Nicolas Vigneau et Paul-Willy Jean soient élus à ce comité.

Campagne nationale sur 4 ans

CONSIDÉRANT que la campagne 2013-2014 a amorcé avec succès une escalade des moyens de pressions qui pourrait mener à une mobilisation massive de la population.

CONSIDÉRANT que la gratuité scolaire s'inscrit dans une lutte plus globale contre l'austérité économique.

CONSIDÉRANT que l'ASSÉ dispose en ce moment des moyens de mener une campagne offensive visant à réaliser les objectifs qu'elle s'était fixés à sa fondation.

***** 7. La SOGÉÉCOM propose QUE l'on poursuive l'escalade des moyens de pression pour l'obtention de la gratuité scolaire;**

QUE cette escalade des moyens de pression culmine en hiver 2017 par une grève générale illimitée.

**** 8. L'SCPASA propose que l'ASSÉ endosse Les Peuples pour la Terre Mère, la marche de Cacouna à Kanesatake contre les oléoducs et les hydrocarbures.**

L'SCPASA propose que l'ASSÉ participe à la marche de solidarité à Montréal le 6 et 7 Juin.

8.0 Femmes

Considérant qu'il y a environ 15 000 étudiantes internationales au Québec et que 8000 d'entre elles ne sont pas couvertes par une entente avec la Régie de l'assurance-maladie du Québec

Considérant que ces dernières sont obligées par la loi de souscrire aux assurances privées dont le contrat est négocié par leur université

Considérant que ces assurances privées ne couvrent pas l'interruption volontaire de grossesse, qui engendrer des coûts allant de plusieurs centaines à plusieurs milliers de dollars

Attendues la libre disposition de soi, la dignité humaine et la bonne santé reproductive de toutes et tous

Attendu que l'accès à l'avortement devrait être universel, gratuit et sécuritaire

1. Le Comité femmes propose que l'ASSÉ

se positionne en faveur du droit d'accès à l'avortement pour toutes

appelle les associations universitaires à militer pour que soit incluse l'interruption volontaire de grossesse dans les contrats d'assurances négociés au nom des étudiantes internationales, et ce sans augmentation du coût de la cotisation

appelle les associations membres à se rallier à cette revendication

appuie les démarches et la campagne de la Fédération du Québec pour le planning des naissances, organisme féministe en santé reproductive, concernant cet enjeu.

9.0 Élections

10.0 Finances

Considérant que l'AEÉA s'engage à rembourser les cotisations non-payées à l'ASSÉ, et face aux difficultés financières de celle-ci, nous demandons l'aide du fonds d'entraide pour défrayer le coût des cotisations pour l'année 2013-2014.

1. L'AEÉA fait la demande « que l'on attribue 687\$ à l'AEÉA-UL à partir du fonds d'entraide pour défrayer le coût des cotisations pour l'automne 2013 et l'hiver 2014 »

2. L'ADÉPUL propose que l'ASSÉ lui accorde un montant de 500\$ provenant du fonds d'entraide pour couvrir les frais de déplacement aux Congrès.

3. L'AGEETUL propose que le fonds d'entraide de l'ASSÉ prenne en charge le montant total des factures de l'AGEETUL depuis le 10 mars 2012 ainsi que les frais qui seront rattachés aux sessions d'automne 2013 et d'hiver 2014 (cotisations, transport, congrès).

Considérant l'autobus payé par l'AFÉA pour le Congrès du 13 mai 2012, d'un montant de 2161\$, qui a servi à transporter plusieurs observatrices, observateurs et délégations associatives montréalaises,

Considérant l'absence de réponse des associations qui étaient supposées séparer les coûts avec nous,

Considérant l'implication financière de l'AFÉA durant la grève, notamment pour du transport vers des manifestations nationales, des manifs-actions, des congrès, et de l'aide aux campus visés par des injonctions hors de Montréal,

Considérant que cette implication a laissé un trou dans les finances qui a nécessité une hausse de cote des membres temporaire,

4. L'AFÉA propose que l'ASSÉ octroie 2161\$ à l'AFÉA venant du fonds d'entraide afin d'éponger ces frais de transport pour le Congrès de mai 2012.

5. L'AGEEPP propose que l'ASSÉ verse 666\$ du fonds d'entraide à l'AGEEPP pour remboursement des frais de congrès et de camps de formation.

11.0 Avis de motion

10.1 Dépôt

1. Le Conseil exécutif propose de remplacer dans l'article 7 des statuts et règlements de l'ASSÉ :

« Nonobstant la formule d'amendement décrite au Chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que sur décision des deux tiers (2/3) des associations membres via une Assemblée générale ou un Référendum. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante. »

par :

« Nonobstant la formule d'amendement décrite au Chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que par un vote favorable des deux tiers (2/3) du Congrès via une Assemblée générale ou Référendum des associations membres. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante. »

(Avis de motion déposé le 10 avril 2014.) - Selon la politique de modification des Statuts et règlements de l'ASSÉ (chapitre 12 des SetR) cet avis de motion ne peut pas être traité au présent Congrès, car il ne respecte pas les délais du dépôt, soit 4 semaines avant l'ouverture du Congrès. L'avis de motion pourra donc être traité lors d'un Congrès subséquent. Le Congrès n'a pas le pouvoir de lever les Statuts et règlements de l'ASSÉ séance tenante.

2. Le Conseil exécutif propose de remplacer dans l'article 7 des statuts et règlements de l'ASSÉ

« Nonobstant la formule d'amendement décrite au Chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que sur décision des deux tiers (2/3) des associations membres via une Assemblée générale ou un Référendum. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante. »

par :

« Nonobstant la formule d'amendement décrite au Chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que par un vote favorable des deux tiers (2/3) du Congrès via une Assemblée générale ou Référendum des associations membres. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante. »

de remplacer dans l'article 5 alinéas 5 des statuts et règlements de l'ASSÉ

« [...] Toutes décisions de regrouper des associations universitaires membres de petites tailles au sein de délégation doivent être approuvées par les deux tiers (2/3) des membres votants. [...] mais nécessitent tout de même la majorité des deux tiers (2/3) des membres votants »

par

« [...] Toutes décisions de regrouper des associations universitaires membres de petites tailles au sein de délégation doivent être approuvées par les deux tiers (2/3) des votes en Congrès. [...] mais nécessitent tout de même la majorité des deux tiers (2/3) des votes en Congrès. »

d'ajouter l'alinéas « i) Pause » à l'article 27 du Code de procédures de l'ASSÉ

d'ajouter l'article 37 « Pause » (et décaler les autres articles par la suite) suivant

« Une pause se vote par la majorité des votes exprimés par les délégations, faisant ainsi exception à la procédure vote habituelle. La délégation qui propose la pause doit préciser le temps alloué à celle-ci. ».

de remplacer à l'article 15 alinéas 2 des Statuts et règlements de l'ASSÉ

Article 15

2. Le tiers (1/3) des associations membres peuvent demander la tenue d'un Congrès extraordinaire en faisant une demande écrite au Conseil exécutif et en spécifiant la date, le lieu et l'ordre du jour dudit Congrès. Ce même Congrès devra se tenir au plus tard une semaine après la réception de la demande.

Par

Article 15

2. Le tiers (1/3) des votes des associations membres peuvent demander la tenue d'un Congrès extraordinaire en faisant une demande écrite au Conseil exécutif et en spécifiant la date, le lieu et l'ordre du jour dudit Congrès. Ce même Congrès devra se tenir au plus tard une semaine après la réception de la demande

(Avis de motion déposé le 6 avril 2014.) - Selon la politique de modification des Statuts et règlements de l'ASSÉ (chapitre 12 des SetR) cet avis de motion ne peut pas être traité au présent Congrès, car il ne respecte pas les délais du dépôt, soit 4 semaines avant l'ouverture du Congrès. L'avis de motion pourra donc être traité lors d'un Congrès subséquent.

10.2 Traitement

1. Que l'on ajoute dans l'article 40 du code de procédures après « amendables » :
« L'amendement est adopté aux deux tiers »

(Déposé par l'AFESH-UQAM au congrès du 22 et 23 février 2014)

2. Que l'on remplace entièrement le « Chapitre 5 : Conseil de Coordination » des Statuts et règlements de l'ASSÉ par l'avis de motion suivant et que cette modification entre en vigueur après le prochain Congrès annuel :

Chapitre 5 : Conseil central

ARTICLE 20 : COMPOSITION

Le conseil central est composé des délégations de chaque associations membres, avec deux (2) personnes maximum ayant droit de parole, de proposition et de vote. Chaque association a un (1) vote. La délégation doit être composée préférablement d'au moins une femme et aucune délégation ne doit être composée de plus d'un homme. Le Conseil central est aussi composé des délégations du Conseil exécutif, des Comités de travail, du Comité femmes, du Comité du journal, du Comité à la mobilisation et des Conseils régionaux actifs. Ces délégations disposent toutes d'un droit de parole et de proposition.

Les délégations ne provenant pas d'une ville où au moins cinq (5) associations sont affiliées peuvent participer à la rencontre par vidéoconférence. Les autres délégations doivent se déplacer pour assister à la rencontre.

ARTICLE 21 : BUTS ET FONCTION

Le Conseil central vise à lier les luttes en cours dans les diverses régions du Québec et à coordonner les campagnes nationales; il est responsable de mettre en œuvre, conjointement avec le Conseil exécutif, les décisions du Congrès; il doit superviser les activités du Conseil exécutif et l'appuyer dans ses fonctions; il a aussi les devoirs suivants :

1. Produire un rapport de ses activités à chaque Congrès annuel
2. Faire la promotion de l'ASSÉ et du syndicalisme étudiant;
3. Permettre aux associations membres de faire leur bilan de leur situation au local.
4. Permettre au Conseil exécutif, aux comités de travail, au comité femmes, aux comité à la mobilisation et au comité du journal de faire le bilan de leur activités.
5. Faire le bilan des campagnes et actions organisées par l'organisation.
6. S'assurer du bon fonctionnement du Conseil exécutif, des Comités de travail, du Comité femmes, du Comité à la mobilisation et Comité journal.
7. Préparer les Congrès, tant au niveau de la logistique que de la production des

- documents relatifs à celui-ci;
8. veiller à l'exécution des décisions prises par le Congrès;
 9. régler les différents entre les diverses composantes de l'ASSÉ

ARTICLE 22 : POUVOIRS

Le Conseil central est responsable de la prise de décision de l'ASSÉ entre les Congrès. Cependant, il ne peut en aucun cas prendre des décisions concernant l'affiliation, la suspension, l'expulsion, les Statuts et règlements, la cotisation ou la dissolution. De plus, ses prises de décision doivent être conformes aux grandes lignes politiques et idéologiques mises de l'avant par le Congrès. Il peut détailler des revendications, mais ne peut pas en adopter de nouvelles. Il peut détailler un plan d'action, mais ne peut pas en adopter un nouveau. Il ne peut pas revenir sur les décisions prises par le Congrès ou aller à l'encontre de celles-ci. Le Congrès peut revenir sur les décisions du Conseil central.

Les pouvoirs qui lui sont conférés sont les suivants :

1. convoquer les Congrès
2. orienter le Conseil exécutif;
3. créer des comités ad hoc ou des commissions pour l'aider dans son travail;
4. démettre de ses fonctions tout ou toute membre qu'il a lui-même nommé-e;
5. définir les tâches des différents Comités de travail;
6. nommer par intérim un ou une membre au Conseil exécutif ou des Comités de travail ou des Comités femmes, du Comité à la mobilisation et journal jusqu'au Congrès suivant.

ARTICLE 23 : ÉLIGIBILITÉ

Pour faire parti d'une délégation officielle, tout étudiant ou toute étudiante doit :

1. être membre de l'association qui le/la délègue ;
2. Être élu au comité ou conseil qui le/la délègue

ARTICLE 24 : QUORUM

Le quorum du Conseil central est de 50% + 1 des campus contenant des associations membres.

ARTICLE 25 : SECRÉTAIRES DU CONSEIL CENTRAL

Il y a deux (2) postes de secrétaires généraux. Les secrétaires généraux du Conseil central sont élu-e-s en congrès en suivant la procédure d'élection habituelle. Les secrétaires ont comme tâches :

1. Convoquer le Conseil central et s'assurer de la présence des délégations
2. Préparer les ordres du jour et les cahiers du conseil central
3. S'occuper de l'organisation logistique du Conseil central
4. S'assurer que les comités et conseils exécutent les tâches pour lesquelles ils ont été mandatés
5. Assister les comités et conseils au besoin
6. Faire un suivi des mandats et décisions prises en conseil central.

7. S'assurer de la diffusion des décisions du conseil central auprès des associations membres.

8. S'assurer de la conformité des décisions du Conseil central avec ce qui a été voté en Congrès.

Sauf en cas de vote contraire lors du Conseil central, un des secrétaires généraux anime l'instance.

ARTICLE 26 CONVOCATION

Le Conseil de Coordination doit être convoqué pour se tenir au moins une (1) fois aux six (6) semaines. Il est convoqué par les secrétaires généraux, ou à défaut de pouvoir le faire, la tâche revient au Conseil exécutif. Dans ce cas, il doit être convoqué au moins quatorze (14) jours à l'avance. Dans le cas d'une réunion extraordinaire du Conseil de Coordination, elle se doit d'être convoquée par le tiers (1/3) des associations membres. Pour ce faire, une demande écrite doit être adressée au Conseil exécutif qui devra convoquer une réunion du conseil central qui se tiendra dans les cinq (5) jours après réception de la demande.

Changements mineurs :

Chapitre 7 : Comité de travail

article 32 : biffer « et voter »

Chapitre 8

article 39, point 11 : remplacer « droit de proposition, et de vote » par « et de proposition »

Chapitre 9

article 42, point 4; idem

Chapitre 10, article 47, point 4 : idem

ANNEXE D : DOCUMENTS PRÉPARATOIRES AUX INSTANCES

ARTICLE A15

Les documents préparatoires aux réunions pourront être déposés par toutes les instances : étudiant ou étudiante membre d'une association membre de l'ASSÉ, Conseil exécutif, Assemblée générale ou instance intermédiaire d'une association membre de l'ASSÉ, comité exécutif d'un Conseil régional, Conseil de Coordination, Comité du journal, Comité femmes, Comité à la mobilisation, Comités de travail et Conseil exécutif de l'ASSÉ.

ARTICLE A16

Les documents préparatoires pour un Congrès devront être parvenus au Conseil exécutif de l'ASSÉ au moins deux (2) semaines avant la tenue du Congrès, et au moins une (1) semaine avant la tenue de Conseil de Coordination.

16.1 En cas d'impossibilité de se conformer aux présents délais, toutes propositions principales n'ayant pas été acheminées dans les délais pourront être mises en dépôt avec le tiers relatif des votes (33 % + 1 des votes « Pour » ou «

Contre », autrement dit les abstentions ne comptent pas pour des « Contre »).

ANNEXE G: FONDS D'ENTRAIDE

ARTICLE A26

Les associations étudiantes membres ayant peu de moyens financiers désirant bénéficier du fonds d'entraide en font la demande en Congrès ou en Conseil central. La demande doit être envoyée au Conseil exécutif deux semaines avant l'instance. Ladite demande sera chiffrée. Le Congrès ou le Conseil central sera souverain de prendre la décision qu'il jugera pertinente en fonction du solde du fonds d'entraide et de la situation financière de l'association requérante, en gardant à l'esprit la nécessité d'une participation accrue de toutes et tous aux instances de l'ASSÉ. Le fonds d'entraide ne peut cumuler que la moitié des trop-perçus des années financières antérieures.

(Avis de motion déposé par le Conseil exécutif le 24 janvier 2014)

3. Que l'exécutif propose l'amendement suivant à l'avis de motion du Conseil Central: Remplacer « *Les délégations ne provenant pas d'une ville où au moins 5 associations sont affiliées pourront participer à la rencontre par vidéoconférence. Les autres délégations devront assister à la réunion qui se tiendra dans leur ville.* » par « *Pour favoriser la participation de toutes les associations, il est possible d'assister au Conseil Central par vidéoconférence. Pour se faire, les délégations devront se regrouper par proximité géographique. Les points de rencontre seront déterminés à l'avance par les secrétaires généraux en collaboration avec les associations.* »

11.0 Varia

12.0 Levée

Propositions mises en dépôt au dernier congrès.

- 1.** Que l'ASSÉ demeure critique face à l'instauration d'un cours d'histoire visant potentiellement à légitimer les orientations de partis politiques;
- 2.** Que l'ASSÉ revendique un moratoire d'un an sur l'instauration de ce cours, et qu'elle participe au processus consultatif entre temps pour en apprendre plus sur le programme proposé;
- 3.** Que l'ASSÉ mette de l'avant l'intégration des luttes sociales au Québec dans la modernité dans le contenu du cours, notamment des luttes des groupes minoritaires dans toute leur pluralité.
- 4.** Que l'ASSÉ exige une laïcité des institutions étatiques, des élu-e-s et du personnel de l'État disposant d'un pouvoir légal de coercition.
- 5.** Que l'ASSÉ soutienne la liberté de religion pour tous les autres employés et toutes les autres employées de l'État telle que définie dans les articles 3. et 10. de la Charte des Droits et Libertés de la Personne.

Annexe 1 : Préviation budgétaire 2014-2015

	Budget 2013-2014	Différence	Budget 2014-2015
Revenus			
	68333	9 667,00	78000
<i>Membres</i>			
Cotisations	205 000,00	29 000,00	234 000,00
Instances	7 500,00	0,00	7 500,00
	4 500,00		4 500,00
<i>Congrès</i>			
<i>Camps de formation</i>	3 000,00		3 000,00
<i>Coalition</i>	0,00		0,00
<i>Spéciales</i>	0,00		0,00
Dons	1 500,00	(1 000,00)	500,00
Fond des arrêté-e-s	50 000,00	(15 000,00)	35 000,00
Activités de financement	1 500,00	(1 500,00)	0,00
Totaux	265 500,00	11 500,00	277 000,00
Dépenses			
Fonds de grève	0,00	22 500,00	22 500,00
Fonds d'entraide	20 000,00	(5 000,00)	15 000,00
Information	31 500,00	3 700,00	35 200,00
	20 000,00	2 000,00	22 000,00
<i>Ultimatum</i>			
<i>Matériel d'information</i>	9 000,00	1 000,00	10 000,00
<i>Vidéos</i>	500,00	200,00	700,00
<i>Traduction</i>	1 000,00	0,00	1 000,00
<i>Documentation & recherch</i>	500,00	500,00	1 000,00
<i>IRIS</i>	500,00	0,00	500,00
Instances	11 500,00	2 000,00	13 500,00
	6 000,00	0,00	6 000,00
<i>Congrès</i>			
<i>Camps de formation</i>	4 500,00	1 000,00	5 500,00
<i>Comités et CoCo</i>	1 000,00	1 000,00	2 000,00
<i>Coalition</i>	0,00	0,00	0,00
Mobilisation	37 000,00	0,00	37 000,00
	25 000,00	0,00	25 000,00
<i>Tourées & représentation</i>			
<i>Actions</i>	12 000,00	0,00	12 000,00

Bureau		40 200,00	3 300,00	43 500,00
	<i>Loyer</i>	14 500,00	2 000,00	16 500,00
	<i>Assurances</i>	1 200,00	1 300,00	2 500,00
	<i>Fournitures</i>	1 000,00	2 000,00	3 000,00
	<i>Informatique</i>	1 500,00	0,00	1 500,00
	<i>Aliments bureau</i>	4 000,00	(2 000,00)	2 000,00
	<i>Photocopieur</i>	18 000,00	0,00	18 000,00
Administration		7 600,00	0,00	7 600,00
	<i>Honoraire professionnel</i>	6 000,00	0,00	6 000,00
	<i>Frais de caisse</i>	600,00	0,00	600,00
	<i>Divers</i>	1 000,00	0,00	1 000,00
Communication		17 700,00	0,00	17 700,00
	<i>Télécommunications</i>	9 000,00	0,00	9 000,00
	<i>Conférence de presse</i>	500,00	0,00	500,00
	<i>CNW Telbec</i>	7 000,00	0,00	7 000,00
	<i>Courier</i>	500,00	0,00	500,00
	<i>Web</i>	700,00	0,00	700,00
	<i>Publicité</i>	0,00	0,00	0,00
Employé-e-s		40 000,00	0,00	40 000,00
Conseils régionaux		5 000,00	0,00	5 000,00
	<i>CRAM</i>	500,00	0,00	500,00
	<i>MASSE</i>	500,00	0,00	500,00
	<i>FRAQ</i>	2 500,00	0,00	2 500,00
	<i>CRABS</i>	500,00	0,00	500,00
	<i>SAGLAC</i>	500,00	0,00	500,00
	<i>CRAALLL</i>	500,00	0,00	500,00
Divers		55 000,00	(15 000,00)	40 000,00
	<i>Affaires légales</i>	3 000,00	0,00	3 000,00
	<i>Dons</i>	2 000,00	0,00	2 000,00
	<i>Chandails</i>	0,00	0,00	0,00
	<i>Fonds des arrêté-e-s</i>	50 000,00	(15 000,00)	35 000,00
	<i>Projets spéciaux</i>	0,00	0,00	0,00
Totaux		265 500,00	11 500,00	277 000,00
Surplus/(déficit)		0,00	0,00	0,00